



KPMG SA  
19 rue Clément Ader  
Pôle Henri Farman - BP 162  
51685 Reims

# Azureva - Association Loi 1901

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 novembre 2022  
Azureva - Association Loi 1901  
52 rue du Peloux 01011 BOURG-EN-BRESSE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
19 rue Clément Ader  
Pôle Henri Farman - BP 162  
51685 Reims

## **Azureva - Association Loi 1901**

52 rue du Peloux 01011 BOURG-EN-BRESSE

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 30 novembre 2022

À l'assemblée générale de l'association Azureva,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Azureva relatifs à l'exercice clos le 30 novembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er décembre 2021 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes



auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles peuvent faire l'objet de dépréciation sur la base de leur valeur actuelle selon les modalités décrites dans la note 5 « Dépréciation des immobilisations » de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces estimations, en particulier les prévisions de flux futurs et les budgets établis par la direction de l'association pour chaque village, à revoir les calculs effectués par l'association, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner la procédure d'approbation de ces estimations par la direction.

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier établi par le Président et le Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration Fédéral.

#### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent,



prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 25 avril 2023

KPMG S.A.

Hervé Martin

Associé

## AZUREVA - Etats financiers

## BILAN ACTIF

Intitulés	2022			2021
	Brut	Amortissements Provisions	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
<b><u>Immobilisations incorporelles</u></b>				
Frais d'établissement	10 168	10 168		
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	769 493	732 933	36 560	47 308
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	567 440	266 329	301 112	301 112
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<i>Total immobilisations incorporelles</i>	<i>1 347 101</i>	<i>1 009 429</i>	<i>337 672</i>	<i>348 419</i>
<b><u>Immobilisations corporelles</u></b>				
Terrains	16 508 892	8 942 510	7 566 382	7 560 183
Constructions	216 886 075	174 588 905	42 297 170	41 003 521
Installations techniques, matériel et outillage industriels	27 587 041	25 016 081	2 570 960	2 359 492
Autres immobilisations corporelles	2 365 601	2 172 764	192 837	103 251
Immobilisations en cours	3 739 834		3 739 834	1 569 363
Avances et acomptes				
<i>Total immobilisations corporelles</i>	<i>267 087 443</i>	<i>210 720 260</i>	<i>56 367 183</i>	<i>52 595 809</i>
<b><u>Immobilisations financières (2)</u></b>				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	5 432 537		5 432 537	5 432 537
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	142 214		142 214	146 536
Prêts	239 841		239 841	168 475
Autres immobilisations financières	260 056		260 056	253 561
<i>Total immobilisations financières</i>	<i>6 074 648</i>	<i>0</i>	<i>6 074 648</i>	<i>6 001 109</i>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>274 509 192</b>	<b>211 729 689</b>	<b>62 779 503</b>	<b>58 945 338</b>
<b><u>Stocks</u></b>				
Matières premières, approvisionnements	548 543		548 543	461 495
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<i>Total des stocks</i>	<i>548 543</i>		<i>548 543</i>	<i>461 495</i>
<b><u>Créances (3)</u></b>				
Avances et acomptes versés sur commandes	21 361		21 361	5 147
Clients et comptes rattachés	1 842 666	141 283	1 701 383	1 667 114
Autres créances	4 262 648	51 691	4 210 958	6 490 241
Capital souscrit et appelé, non versé				
<i>Total des créances</i>	<i>6 126 675</i>	<i>192 973</i>	<i>5 933 702</i>	<i>8 162 502</i>
<b><u>Disponibilités et divers</u></b>				
Valeurs mobilières dont actions propres :				
Disponibilités	23 932 378		23 932 378	30 077 017
<i>Total disponibilités et divers</i>	<i>23 932 378</i>		<i>23 932 378</i>	<i>30 077 017</i>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>30 607 596</b>	<b>192 973</b>	<b>30 414 623</b>	<b>38 701 014</b>
Charges constatées d'avance	681 521		681 521	924 627
Frais d'émission d'emprunt à étaler	22 326		22 326	46 272
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>305 820 635</b>	<b>211 922 663</b>	<b>93 897 973</b>	<b>98 617 252</b>
(1) dont droit au bail				
(2) dont part à moins d'un an				
(3) dont part à plus d'un an	793 192			

## AZUREVA - Etats financiers

## BILAN PASSIF

Intitulés	2022	2021
Fonds propres sans droits de reprises	30 978 311	29 967 374
Fonds propres avec droits de reprises	36 847 985	37 881 790
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-18 845 039	-19 258 019
<b>Resultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>	<b>-321 327</b>	<b>412 979</b>
<i>Situation nette</i>	<i>48 659 931</i>	<i>49 004 125</i>
Subventions d'investissement	1 502 189	1 227 286
Provisions réglementées		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>50 162 119</b>	<b>50 231 411</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques	609 401	550 764
Provisions pour charges		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>609 401</b>	<b>550 764</b>
<b>Dettes financières</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	29 885 362	35 359 440
Emprunts et dettes financières divers	89 811	89 648
<i>Total dettes financières</i>	<i>29 975 174</i>	<i>35 449 088</i>
<b>Dettes d'exploitation</b>		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 916 785	4 355 254
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 736 843	2 571 303
Dettes fiscales et sociales	3 884 141	3 434 186
<i>Total dettes d'exploitation</i>	<i>10 537 769</i>	<i>10 360 743</i>
<b>Dettes diverses</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 245 268	603 107
Autres dettes	990 104	1 194 027
<i>Total dettes diverses</i>	<i>2 235 372</i>	<i>1 797 134</i>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Produits constatés d'avance	378 138	228 112
<b>DETTES</b>	<b>43 126 452</b>	<b>47 835 076</b>
Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>93 897 973</b>	<b>98 617 252</b>
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	475	

## AZUREVA - Etats financiers

## COMPTE DE RESULTAT

	2022			2021
	France	Export	Total	
Vente de marchandises	2 055 708		2 055 708	1 316 172
Production vendue : - biens				
Production vendue : - services	52 481 298		52 481 298	35 922 006
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>	<b>54 537 006</b>		<b>54 537 006</b>	<b>37 238 178</b>
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			201 116	7 881 333
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges (9)			1 744 927	987 937
Autres produits (1) (11)			138 173	37 875
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (2)</b>			<b>56 621 222</b>	<b>46 145 324</b>
<b>Charges externes</b>				
Achat de marchandises (y compris droits de douane)			1 166 888	790 085
Variation de stock (marchandises)			-55 688	-19 649
Achat de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			6 163 994	3 954 227
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-45 374	-9 485
Autres achats et charges externes (3) (6bis)			21 524 905	16 912 847
<i>Total charges externes</i>			<i>28 754 725</i>	<i>21 628 026</i>
<b>Impôts, taxes et versements assimilés</b>			2 369 012	2 109 360
<b>Charges de personnel</b>				
Salaires et traitements			16 054 790	12 049 905
Charges sociales (10)			5 088 286	3 941 829
<i>Total charges de personnel</i>			<i>21 143 076</i>	<i>15 991 735</i>
<b>Dotations d'exploitation</b>				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			5 195 712	5 324 603
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			98 186	44 708
Dotations aux provisions pour risques et charges			182 821	90 664
<i>Total dotations d'exploitation</i>			<i>5 476 720</i>	<i>5 459 975</i>
<b>Autres charges (12)</b>			89 809	82 539
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>57 833 341</b>	<b>45 271 635</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>-1 212 119</b>	<b>873 689</b>
<b>Opérations en commun</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>Produits financiers</b>				
Produits financiers de participations (5)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)			37 838	220
Autres intérêts et produits assimilés (5)			50 851	19 482
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>88 689</b>	<b>19 702</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			433 685	352 060
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES</b>			<b>433 685</b>	<b>352 060</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>-344 996</b>	<b>-332 358</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>			<b>-1 557 115</b>	<b>541 331</b>

**AZUREVA - Etats financiers**

**COMPTE DE RESULTAT (Suite)**

	2022	2021
<b>Produits exceptionnels</b>		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	165 006	49 980
Produits exceptionnels sur opérations en capital	203 003	176 387
Reprises sur provisions et transferts de charges	920 847	145 383
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>1 288 857</b>	<b>371 750</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	23 322	78 267
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	29 747	70 313
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		351 522
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>53 068</b>	<b>500 102</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>1 235 788</b>	<b>-128 352</b>
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>57 998 768</b>	<b>46 536 776</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>58 320 095</b>	<b>46 123 797</b>
<b>BENEFICE ou PERTE</b>	<b>-321 327</b>	<b>412 979</b>
(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme		
(2) Dont produits de locations immobilières		
(2) Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs		
(3) Dont crédit-bail mobilier	56 783	
(3) Dont crédit-bail immobilier		
(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs		
(5) Dont produits concernant les entreprises liées		
(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées		
(6 bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général		
(6 ter) Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes		
(6 ter) Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles		
(9) Dont transferts de charges	1 562 319	
(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant		
(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)		
(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)		

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
<b>Ressources :</b>	Prestations en nature	238 947	287 158
<b>Emplois :</b>	Mise à disposition gratuite de personnel	238 947	287 158



## AZUREVA - Etats financiers

## IMMOBILISATIONS

	Valeur brute début 2022	AUGMENTATIONS	
		Réévaluations courant 2022	Acquisitions courant 2022
Frais d'établissement et de développement	10 168		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 335 571		2 227
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>1 345 739</b>		<b>2 227</b>
Terrains	16 409 684		122 991
<b>Constructions :</b>			
Constructions sur sol propre	156 865 865		1 811 260
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements des constructions	55 915 526		2 977 910
Installations techniques, matériel et outillages industriels	27 759 492		826 689
<b>Autres immobilisations corporelles :</b>			
Installations générales, agencements, aménagements divers	23 428		102 129
Matériel de transport	1 009 696		2 830
Matériel de bureau et mobilier informatique	1 370 510		24 786
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	1 569 363		3 734 192
Avances et acomptes			
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>260 923 564</b>		<b>9 602 786</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	5 432 537		
Autres titres immobilisés	146 536		
Prêts et autres immobilisations financières	422 036		77 861
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>6 001 109</b>		<b>77 861</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>268 270 412</b>		<b>9 682 874</b>

	DIMINUTIONS		Valeur brute fin 2 022	Valeur d'origine
	Virements courant 2 022	Cessions courant 2 022		
Frais d'établissement et de développement			10 168	
Autres postes d'immobilisations incorporelles		794	1 337 003	
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>		<b>794</b>	<b>1 347 171</b>	
Terrains		23 783	16 508 892	
<b>Constructions :</b>				
Constructions sur sol propre		456 892	158 220 233	
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements des constructions		227 594	58 665 842	
Installations techniques, matériel et outillage industriels		999 140	27 587 041	
<b>Autres immobilisations corporelles :</b>				
Installations générales, agencements, aménagements divers			125 557	
Matériel de transport		137 015	875 511	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		30 763	1 364 532	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	1 503 759	59 962	3 739 834	
Avances et acomptes				
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>1 503 759</b>	<b>1 935 149</b>	<b>267 087 443</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations			5 432 537	
Autres titres immobilisés		4 323	142 214	
Prêts et autres immobilisations financières			499 897	
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>		<b>4 323</b>	<b>6 074 648</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 503 759</b>	<b>1 940 265</b>	<b>274 509 262</b>	

## AZUREVA - Etats financiers

## AMORTISSEMENTS

Situation et mouvements de l'exercice	Montant début 2022	Augmentations	Diminutions	Montant fin 2022
Frais d'établissement, de recherche et de dév.	10 168			10 168
Autres postes d'immobilisations incorporelles	987 152	12 974	864	999 262
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>997 319</b>	<b>12 974</b>	<b>864</b>	<b>1 009 429</b>
Terrains	8 849 501	116 792	23 783	8 942 510
<b>Constructions :</b>				
Constructions sur sol propre	123 039 797	2 893 335	455 416	125 477 717
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements des constr.	46 526 184	1 506 191	212 229	47 820 146
Installations techniques, matériel et outillage indust.	25 400 000	602 315	986 234	25 016 081
<b>Autres immobilisations corporelles :</b>				
Installations générales, agencements, aménagements	2 998	7 201		10 199
Matériel de transport	1 002 405	2 970	137 015	868 361
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 294 980	29 987	30 763	1 294 204
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>206 115 866</b>	<b>5 158 792</b>	<b>1 845 440</b>	<b>209 429 218</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>207 113 185</b>	<b>5 171 766</b>	<b>1 846 304</b>	<b>210 438 647</b>

Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mvt net des amortissements à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement, de recherche et de dév.							
Autres postes d'immobilisations incorporelles							
<b>TOTAL DES IMMO. INCORPORELLES</b>							
Terrains							
<b>Constructions :</b>							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst gén., agencements des constr.							
Inst tech, matériel et outillages ind.							
<b>Autres immobilisations corporelles :</b>							
Inst gén, agencements, aménag.							
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique							
Emballages récupérables et divers							
<b>TOTAL DES IMMO. CORPORELLES</b>							
Frais d'acquisition des titres de participation							
<b>TOTAL GENERAL</b>							
<b>TOTAL GENERAL non ventilé</b>							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Montant début 2022	Augmentations	Dotations aux amortissements	Montant fin 2022
Frais d'émission d'emprunt à étaler	46 272		23 946	22 326
Primes de remboursement des obligations				



**AZUREVA - Etats financiers****ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES**

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an	2021
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)	239 841		239 841	168 475
Autres immobilisations financières	260 056		260 056	253 561
Total actif immobilisé	499 897	0	499 897	422 036
Clients douteux ou litigieux	210 257		210 257	155 020
Autres créances clients	1 632 409	1 632 409		1 619 185
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés	64 387	64 387		15 649
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	27 424	27 424		190 625
Impôts sur les bénéfices	751 303	751 303		1 652 598
Taxe sur la valeur ajoutée	1 941 860	1 941 860		1 761 348
Autres impôts, taxes et versements assimilés				
Divers	423 962	423 962		486 169
Groupe et associés (2)	43 240	4 800	38 440	48 040
Débiteurs divers	1 010 473	479 377	531 097	2 381 932
Total actif circulant	6 105 314	5 325 521	779 793	8 310 565
Charges constatées d'avance	681 521	681 521		924 627
<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>7 286 732</b>	<b>6 007 042</b>	<b>1 279 691</b>	<b>9 657 229</b>
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice				
71 366				
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans	2 021
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit à un an maxi	161 951	161 951			118 416
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit à + de un an	29 723 412	4 024 077	11 610 522	14 088 832	35 241 024
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	89 811	61 805		28 006	89 648
Fournisseurs et comptes rattachés	6 653 628	6 653 628			2 571 303
Personnel et comptes rattachés	1 224 553	1 224 553			1 001 548
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 598 564	1 598 564			1 525 735
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée	74 274	74 274			0
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et assimilés	986 750	986 750			906 903
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 245 268	1 245 268			603 107
Groupe et associés (2)					
Autres dettes	990 104	755 666	234 438		1 194 027
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours					4 355 254
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance	378 138	378 138			228 112
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>43 126 452</b>	<b>17 164 673</b>	<b>11 844 960</b>	<b>14 116 838</b>	<b>47 835 076</b>

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	8 980 120
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	14 497 732
(2) Montant des emprunts et dettes dus aux associés	28 006

---

## ANNEXE DES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE CLOS LE 30 NOVEMBRE 2022

---



## ANNEXE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 NOVEMBRE 2022

### SOMMAIRE

II.	Règles et méthodes comptables	3
III.	Changement de méthode	3
IV.	Les faits significatifs de l'exercice	4
V.	Notes relatives à certains éléments significatifs du bilan	6
	<b>LE BILAN ACTIF</b>	<b>6</b>
1.	Règles générales applicables aux immobilisations	6
2.	Variation des immobilisations, des amortissements et des provisions	7
3.	Immobilisations incorporelles et corporelles	7
4.	Immobilisations financières	8
5.	Dépréciation des immobilisations	9
6.	Stocks	10
7.	Clients	10
8.	Autres créances	11
9.	Le crédit d'impôt compétitivité Emploi	12
10.	Détail des produits à recevoir	12
11.	Détail des charges constatées d'avance	13
12.	Détail des charges à répartir	13
	<b>LE BILAN PASSIF</b>	<b>14</b>
13.	La situation nette	14
14.	Subventions d'investissements	15
15.	Provisions pour risques et charges	15
16.	Dettes financières	16
17.	Dettes courantes	18
18.	Détail factures non parvenues à payer	18
19.	Autres dettes	19

20.	Détail des produits constatés d'avance	20
<b>VI.</b>	<b>Notes relatives à certains éléments significatifs du compte de résultat</b>	<b>20</b>
	<b>LE RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>20</b>
21.	Chiffre d'affaires	20
22.	Les charges de personnel	21
23.	Effectifs	21
24.	Subventions	21
	Reprises sur provisions et transferts de charges	22
	<b>LE RESULTAT FINANCIER</b>	<b>22</b>
25.	Les produits financiers	22
26.	Les charges financières	23
	<b>LE RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>23</b>
27.	Les produits exceptionnels	23
28.	Les charges exceptionnelles	24
<b>VII.</b>	<b>Notes complémentaires afférentes aux comptes annuels</b>	<b>24</b>
29.	Programme de parrainage et de fidélisation	24
30.	Bons d'achat et bons d'échanges	25
31.	La situation au regard de l'impôt sur les bénéfices	25
<b>VIII.</b>	<b>Evènements postérieurs à la clôture</b>	<b>26</b>
<b>IX.</b>	<b>Notes détaillant les engagements hors bilan</b>	<b>26</b>
32.	Droit individuel à la formation	26
33.	Garantie financière	26
34.	Crédits-baux mobiliers et immobiliers	27
35.	Indemnités de départ en retraite	27
36.	Détail des dettes bancaires et des hypothèques données	29
37.	Engagements hors bilan - siège et villages	31

## **II. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

L'exercice a une durée de douze mois couvrant la période du **1er décembre 2021** au **30 novembre 2022**.

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Le **total du bilan** s'élève à **93.897.973 €** et le **compte de résultat** fait apparaître un **déficit de 321.327 €**.

Les comptes de **l'exercice clos au 30 novembre 2022** ont été arrêtés suivant le principe de la continuité d'exploitation.

Les comptes annuels d'AZUREVA sont établis suivant les principes comptables résultant de la réglementation dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement comptable des associations, fondations et fonds de dotation n°2018-06.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## **III. CHANGEMENT DE METHODE**

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu dans les comptes sociaux présentés.



#### IV. LES FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

-----

AZUREVA a poursuivi au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2022 la mise en œuvre des **dépenses d'investissements** afférentes à la **rénovation des établissements de Bussang et de Lacanau**, financées par le prêt contracté auprès de la Caisse des Dépôts. A ce titre, un **premier tirage sur ce prêt de 4 millions** a été reçu en début d'exercice 2022.

-----

Dans le cadre de l'**emprunt subordonné avec intérêts participatifs de 8 millions d'euros** sans sureté réelle contracté auprès de la **Caisse des Dépôts** pour financer une partie de son **plan de rénovation pluriannuel**, AZUREVA a encaissé au cours de l'exercice les deux premiers tirages pour un montant total de 7,5 millions d'euros. Pour rappel, ce prêt est amortissable sur une période de 10 ans après un différé de 5 ans et devra être intégralement souscrit avant décembre 2023. Il sera servi d'intérêts fixes au taux annuel de 2,5% et d'intérêts participatifs après la période de différé représentant 2% de l'EBITDA. Pour le premier tirage de 4 millions d'euros, les dépenses afférentes aux travaux sur Bussang et Lacanau de cette première tranche ont terminée d'être comptabilisées. Celles afférentes aux **travaux sur La Clusaz les Aravis, Hendaye et Saint-Cyprien** de la seconde tranche ont commencé à être comptabilisées.

-----

AZUREVA a continué au cours de l'exercice 2022 la mise en œuvre des dépenses pluriannuelles affectées à la rénovation de ses établissements à l'aide de **deux nouveaux financements bancaires** obtenus auprès de la Banque Postale et de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes à hauteur de 2,5 millions d'euros chacun. Les souscriptions sont reçues au fur et à mesure de l'utilisation faite pendant la période de mobilisation des prêts. Les dépenses afférentes aux **travaux sur Ronce-les-bains et des Karellis** ont commencé à être comptabilisées.

-----

AZUREVA a opté en début d'année 2022 pour le **remboursement intégral à l'échéance (1 an)** des quatre **prêts garantis par l'Etat (PGE)** représentant la deuxième levée pour un montant total de **5,8 millions d'euros** ainsi que pour quatre autres **prêts garantis par l'Etat (PGE)** représentant la troisième levée pour un montant total de **6 millions d'euros**.

-----

AZUREVA a reçu décembre 2021 le versement de sa **dernière demande de versement de l'aide coûts fixes** au titre du 3<sup>ème</sup> bimestre de l'exercice 2021 représentant **1,4 million d'euros**, venant ainsi finaliser les aides reçues au titre des effets de la crise de la Covid-19

-----

Le Conseil d'Administration Fédéral qui s'est réuni le 2 mars 2022 a autorisé la **fermeture de Sainte-Montaine**, dont l'exploitation était déficitaire et la mise en œuvre des conséquences sociales de cette décision.

Le Conseil d'Administration Fédéral qui s'est réuni le 11 juillet 2022 a quant à lui autorisé la **cession de l'établissement de Sainte-Montaine** pour un prix net vendeur de 1,5 millions d'euros payable le jour de la vente. Le 13 septembre 2022, AZUREVA a signé un compromis de vente de l'ensemble immobilier pour cette valeur dont les effets impacteront les comptes de l'exercice suivant.

-----

Dans le cadre de la **promesse unilatérale de vente du site de Fréjus** signée en 2021 pour une valeur de 19.300.000 euros et suite à certains retards pris par la commune sur les modifications à apporter au PLU, un

avenant a été signé le 25 juillet 2022 venant proroger certains délais intermédiaires et fixer dorénavant la période d'expiration de la promesse le 31 mars 2025.

-----

Pour rappel, au vue de la situation financière, l'Assemblée Générale d'AZUREVA des 21 & 22 mai 2014 avait reporté les remboursements des apports demandés par certains COS qui avaient démissionné antérieurement. L'Assemblée Générale du 24 mai 2018 a renouvelé cette disposition pour une durée de 5 ans. Le remboursement des parts avaient alors été suspendus. Au cours des exercices précédents, suite à des procédures judiciaires les **demandes de remboursement des COS démissionnaires** ont été satisfaites en tout ou partie. Les **procédures judiciaires** ont continué. Certains COS ont obtenu le versement d'une provision incluant la valeur de ces apports ainsi que de leur revalorisation.

**Plusieurs pourvois en cassation des décisions en référé** sont toujours en cours d'instruction. Par ailleurs, il persiste **des procédures auprès du tribunal judiciaire et de la Cour d'Appel pour un jugement au fond** dans laquelle les COS réclament les sommes qu'ils n'ont pas obtenu en référé. L'un d'entre eux réclame également la valeur des apports d'un autre COS.

Dans ces contentieux, un jugement avait contraint AZUREVA à verser un complément de 46 milliers d'euros à la valeur des apports. Au cours de l'exercice, un autre complément a été demandé d'un montant de 23 milliers d'euros. Des procédures judiciaires sont toujours en cours.

-----

AZUREVA a reçu et acté au cours de l'exercice la position de **quatre COS** qui ont **abandonné leur droit de reprises sur leurs apports**, l'ensemble étant évalué à **1 millions d'euros dans les fonds propres**.

-----

AZUREVA avait reçu la notification d'un redressement consécutif à un contrôle URSSAF. Les mises en demeure du recouvrement datées de janvier 2020 ont contraint AZUREVA au paiement. La commission de recours amiable de l'URSSAF a notifié son rejet des réclamations formulées. Le 4 février 2021, AZUREVA a donc porté devant le tribunal judiciaire le contentieux pour faire valoir sa réclamation. L'affaire est toujours en cours d'instruction.

Dans une autre procédure avec l'URSSAF relative à un contrôle datant de 2014 et portant sur le calcul de la réduction Fillon, la Cour d'Appel s'est montrée favorable en novembre 2021 à la demande d'AZUREVA. L'URSSAF s'est depuis pourvue en cassation.

AZUREVA a néanmoins encaissé de l'URSSAF la somme de 210 milliers d'euros représentant une partie des enjeux du jugement. Une seconde partie représentant 255 milliers d'euros et toujours en attente de paiement et a fait l'objet d'une provision de produits à recevoir.

-----

Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, AZUREVA a acté la mise en œuvre effective du **contrat de prestation de services signé en 2021 avec LA POSTE** qui définit notamment pour les années 2022 et 2023 la rémunération additionnelle attribuée à AZUREVA ainsi que les modalités de facturation et d'encaissements des honoraires et des aides versées pour le compte des postiers. Cette rémunération additionnelle vient se substituer aux subventions d'exploitation antérieurement perçues jusqu'à fin 2021. Un avenant à la Convention Objectifs et Moyens avec LA POSTE maintient par ailleurs jusqu'à fin 2022 des contributions en nature des aides. Des discussions sont en cours pour maintenir en 2024 les effets du contrat jusqu'à la mise en œuvre effective du CSE de la Poste.

-----

## V. NOTES RELATIVES A CERTAINS ELEMENTS SIGNIFICATIFS DU BILAN

### LE BILAN ACTIF

#### 1. REGLES GENERALES APPLICABLES AUX IMMOBILISATIONS

Les **immobilisations** sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Conformément à la doctrine comptable, **AZUREVA** applique, depuis le 1er décembre 2004, la nouvelle réglementation sur les actifs en utilisant les nouvelles durées d'utilisation définies ci-dessous.

Les avances versées et les immobilisations non encore mises en service à la date de clôture de l'exercice sont présentées en **immobilisations en cours**.

Les **amortissements** sont pratiqués selon le mode linéaire. La date de début des amortissements correspond à la date de mise en service du bien.

Les **durées d'amortissements pratiquées** sont détaillées comme suit :

Type d'immobilisations	Durée	Type d'immobilisations	Durée
* Frais d'établissement	20 à 30 ans	* Literie	5 à 10 ans
* Logiciels	1 à 5 ans	* Lingerie	2 à 5 ans
* Concessions sites	20 à 30 ans	* Matériel et mobilier restauration	15 à 20 ans
* Aménagements terrains	15 à 20 ans	* Matériel ski	4 ans
* Constructions	20 à 30 ans	* Matériel de transport	5 à 7 ans
* Agencements installations	15 à 20 ans	* Matériel informatique	4 ans
* Matériel sanitaire	15 à 20 ans	* Matériel vidéo ou animation	4 ans
* Matériel chauffage	15 à 20 ans	* Piscine	15 à 20 ans
* Matériel incendie	5 à 10 ans	* Tennis, mini golf	15 ans
* Matériel outillage	5 à 10 ans	* Sauna, hammam	20 ans
* Matériel de cuisine	20 ans		

## 2. VARIATION DES IMMOBILISATIONS, DES AMORTISSEMENTS ET DES PROVISIONS

La variation des comptes d'immobilisations peut se présenter comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Augment (dont transferts)	Réduct. (dont transferts)	Au 30 nov. 2022
Incorporelles *	1 345 739	2 227	864	1 347 101
Corporelles *	260 923 565	9 602 786	3 438 908	267 087 444
Financières	6 001 109	77 861	4 323	6 074 648
<b>Immobilisations brutes</b>	<b>268 270 413</b>	<b>9 682 874</b>	<b>3 444 094</b>	<b>274 509 193</b>
*dont transferts des encours		1 503 759	1 503 759	
*dont acquisitions		8 101 254	56 474	8 044 780
*dont cessions, mises au rebut et charges			1 879 539	

  

	Au 30 nov. 2021	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2022
Incorporelles	997 319	12 974	864	1 009 429
Corporelles	206 115 866	5 158 792	1 845 440	209 429 218
<b>Amortissements</b>	<b>207 113 185</b>	<b>5 171 766</b>	<b>1 846 304</b>	<b>210 438 647</b>

  

	Au 30 nov. 2021	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2022
Corporelles	2 211 889		920 847	1 291 042
Financières	0			0
<b>Provisions pour dépréciation</b>	<b>2 211 889</b>	<b>0</b>	<b>920 847</b>	<b>1 291 042</b>

  

	Au 30 nov. 2021	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2022
<b>Cumul Amort. &amp; Prov.</b>	<b>209 325 075</b>	<b>5 171 766</b>	<b>2 767 152</b>	<b>211 729 689</b>

  

	Au 30 nov. 2021	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2022
<b>Immobilisations nettes</b>	<b>58 945 338</b>	<b>4 511 108</b>	<b>676 943</b>	<b>62 779 503</b>

## 3. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Au cours de l'exercice, AZUREVA a **acquis des immobilisations incorporelles et corporelles** pour une valeur de 8.044.780 euros.

AZUREVA a cédé pour 12.003 € d'immobilisations corporelles.

Les **immobilisations en cours et les acomptes** s'élèvent à la clôture à 3.739.834 €. Les acquisitions d'immobilisations représentant des avances sur travaux non encore réceptionnés et non activés à la clôture de l'exercice s'élèvent à 3.677.7718 €, dont les quatre projets rénovations d'Hendaye, de Ronce-les-bains, des Karellis et de Saint-Cyprien financés par les prêts souscrits auprès de la Caisse des Dépôts, de la Banque Postale et de la Caisse d'Epargne.

Les immobilisations en cours de l'exercice précédent activées sur l'exercice se sont élevées à 1.503.759 €.

Détail par site	Au 30 nov. 2021	Augment	Activation immob.	Reclassement	Mises au rebus	Au 30 nov. 2022
Siege	56 474	-35 261				21 213
Arêches	140 323		140 323			0
Bussang	468 447		468 447			0
Hauteville	7 895		7 895			0
Hendaye	1 456	403 124	1 456			403 124
Hossegor : Hôtel du parc	3 488			3 488		0
Kerjouano	2 805	3 290	876			5 219
Lacanau	876 439		876 439			0
La Clusaz (Aravis)	0	1 929				1 929
La Malène	0	1 410				1 410
Le Grau du Roi	0	6 938				6 938
Les Karellis	0	1 097 871				1 097 871
Longeville	0	8 910				8 910
Métabief	800	60 055				60 855
Oléron	2 913					2 913
Piau-Engaly	0	11 862				11 862
Ronce-les-bains	0	1 223 694				1 223 694
Saint-Cyprien	0	893 897				893 897
Trégunc	8 323		8 323			0
<b>Immobilisations encours et acomptes</b>	<b>1 569 363</b>	<b>3 677 718</b>	<b>1 503 759</b>	<b>3 488</b>	<b>0</b>	<b>3 739 834</b>

#### 4. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les **immobilisations financières** sont comptabilisées à leur coût historique. Une provision est constituée lorsque la recouvrabilité d'une immobilisation est incertaine. En synthèse, elles se présentent comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Augment	Réduct	Au 30 nov. 2022
Titres de participation <sup>(1)</sup>	5 432 537			5 432 537
Autres titres immobilisés <sup>(2)</sup>	146 536		4 323	142 214
Autres prêts <sup>(3)</sup>	168 475	71 366		239 841
Dépôts et cautionnements <sup>(4)</sup>	253 561	6 495		260 056
<b>Immobilisations financières</b>	<b>6 001 109</b>	<b>77 861</b>	<b>4 323</b>	<b>6 074 648</b>

<sup>(1)</sup> renvoi aux commentaires suivants

Les **titres de participations** <sup>(1)</sup> détenus sont les suivants :

Participations	Etablissements	Année	Nbre de parts	Valeur	% dét.	Compléments
<b>Participations dont Azureva assure la gestion et la direction</b>						
RCM FONCIER	Roquebrune	2 017	180 180	1 801 800	53,85%	
FONCIERE COTE LAC	Hossegor	2 018	280 000	2 800 000	51,43%	
<b>Autres participations</b>						
Erholungswerk Post Postbank	Allemagne	2 005	-	762 000	ND	droits d'occup. logem.
Fouras	Fouras	---	-	4 573	ND	
S.A.C.M.A.C.	Les Karellis	2 014	3 630	55 321	7,26%	
S.E.M.A.B.	Arêches	1 990	580	8 842	1,30%	
<b>Titres de participations</b>				<b>5 432 537</b>		

Les **autres titres immobilisés** <sup>(2)</sup>, d'une valeur de 142.214 €, correspondent aux parts sociales prises dans des établissements financiers à titre de garantie des emprunts bancaires. Les mouvements constatés en 2022 sont liés à l'évolution au cours de l'exercice de la situation des prêts ainsi qu'à l'évolution de la valeur des parts.

Les **autres prêts** <sup>(3)</sup> correspondent aux taxes pour l'effort construction. AZUREVA a ainsi opté lors de la déclaration annuelle de sa participation à l'effort construction pour le versement sous forme de prêt et non pas de subvention. Ce prêt, sans intérêt, est récupérable après une durée de 20 ans. Ces prêts représentent un total immobilisé de 239.841 € dont 71.366 € au titre de 2022.

Dans la rubrique des **dépôts et cautionnement** <sup>(4)</sup>, une réserve est constituée au sein de l'UNAT pour constituer une garantie financière mutualisée. AZUREVA a déjà versé un total de 31.360 €.

En synthèse, les **dépôts et cautionnement** peuvent se détailler comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Augment	Réduct	Au 30 nov. 2022
Dépôts de garantie divers	16 361	650		17 011
Dépôts de garantie loyer immobilier	4 250	103		4 353
Dépôts de garantie loyers filiales	201 590	5 742		207 332
Réserves garantie financière UNAT	31 360			31 360
<b>Dépôts et cautionnements</b> <sup>(4)</sup>	<b>253 561</b>	<b>6 495</b>	<b>0</b>	<b>260 056</b>

## 5. DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS

Une **dépréciation** à caractère exceptionnel est constituée lorsque la valeur actuelle d'un bien est significativement inférieure à la valeur nette comptable de ce bien. La valeur actuelle de chaque bien est déterminée sur la base d'une méthode d'actualisation des flux futurs à partir des budgets établis pour chaque village. Des **reprises sur provision** sont constatées à hauteur de la valeur des dotations aux amortissements pratiquées sur les biens concernés par des provisions constituées à la clôture de l'exercice précédent.

Etablissements	Au 30 nov. 2021	Augment.	Réduct.	Au 30 nov. 2022
Fournols	1 373 751		82 709	1 291 042
Sainte-Montaine	838 138		838 138	0
<b>Provision pour dépréciation</b>	<b>2 211 889</b>	<b>0</b>	<b>920 847</b>	<b>1 291 042</b>

A la clôture de l'exercice, des reprises de provisions ont également été constatées pour les établissements de Fournols et de Sainte-Montaine. Pour ce dernier, la reprise intégrale de la provision s'explique par l'extinction du risque consécutive à la cession effective de l'établissement sur l'exercice suivant.

## 6. STOCKS

Les **stocks** de matières premières, d'approvisionnements et de marchandises sont évalués au prix moyen unitaire pondéré, les remises sont incorporées aux coûts d'achat.

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Stocks de marchandises	453 815	545 037
Stocks d'emballages consignés	7 680	3 506
Provisions pour dépréciation des stocks	0	0
<b>Stocks : total net</b>	<b>461 495</b>	<b>548 543</b>

## 7. CLIENTS

Les **créances clients** sont valorisées à leur valeur nominale.

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Créances clients	1 444 108	1 078 722
Clients factures à établir	175 077	553 687
Créances douteuses	155 020	210 257
Provisions pour dépréciation des créances	-107 091	-141 283
<b>Créances Clients : total net</b>	<b>1 667 114</b>	<b>1 701 383</b>

Des **provisions pour dépréciation des créances** ont été constituées en fonction du risque estimé d'irrécouvrabilité. Elles s'élèvent à la clôture à 141.283 € après avoir fait l'objet à la clôture de l'exercice d'une dotation de 88.536 € et d'une reprise sur provision de 54.344 €.

## 8. AUTRES CREANCES

Les **autres créances** se présentent comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Fournisseurs, avoirs à recevoir	123 710	52 067
Créances sociales	20 058	68 795
Avances formation	186 216	23 015
TVA déductible à récupérer	1 184 891	1 181 928
TVA , Demande de remboursement <sup>(5)</sup>	576 457	759 932
Acomptes de CVAE	136 534	194 322
Etat, produits à recevoir (CVAE, CET)	349 635	229 640
Etat, produits à recevoir (CICE) <sup>(7)</sup>	1 652 598	751 303
Avances COS	48 040	43 240
Avances frais de déplacements	13 500	11 000
Participation tiers (Vacaf, Cgos, Cnas)	71 202	20 288
Débiteurs divers	18 892	41 207
Produits a recevoir <sup>(8)</sup>	1 656 351	365 625
Créances sur cessions d'actifs <sup>(1)</sup>	400 000	400 000
Avance notaire, frais d'emprunt <sup>(2)</sup>	0	3 081
Compte débiteur COS <sup>(3)</sup>	98 276	117 204
Provisions dépréciation des créances <sup>(6)</sup>	-46 120	-51 691
<b>Autres créances</b>	<b>6 490 240</b>	<b>4 210 956</b>

<sup>(1)</sup> renvoi aux commentaires et notes suivantes

Les **créances sur cession d'actifs** <sup>(1)</sup> regroupent la partie du paiement du prix de vente du Laouzas, représentant 400.000 € dont le paiement a été décalé. Le début de la période de remboursement démarre au cours de l'exercice suivant.

Dans le cadre de **procédures judiciaires avec des COS** <sup>(3)</sup>, des jugements ont conduit Azureva à verser des provisions au-delà de la valeur des parts sociales dont 18.928 € au cours de l'exercice. Ces compléments représentant 117.204 € ont été maintenus en avance dans l'attente du résultat des procédures judiciaires en cours.

Des **demandes de remboursement de TVA** <sup>(5)</sup> étaient en cours à la clôture de l'exercice pour un montant total de 759.932 €. Les versements ont été reçus au début de l'exercice suivant.

Des **provisions pour dépréciation des créances** <sup>(6)</sup> ont été constituées en fonction des risques estimés d'irrécouvrabilité. Elles s'élèvent à la clôture à 51.691 € après avoir fait l'objet d'une dotation de 9.650 € et d'une reprise de 4.080 €.

Une note spécifique détaille ci-après le détail des **créances de CICE** <sup>(7)</sup> et des **produits à recevoir** <sup>(8)</sup>.



## 9. LE CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI

Bien que le **CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi)** <sup>(7)</sup> ait été remis en cause à compter de l'année 2019, il persiste dans les comptes des créances qui trouvent leur origine dans les exercices précédents.

Le CICE issu des droits de l'année 2017, déclaré à la clôture de l'exercice 2018, a été reclassé dans le poste Autres Créances pour 751.303 €, à se faire rembourser par l'Etat n'ayant pu être imputés sur le solde à payer d'impôt sur les bénéfices. Les créances ne peuvent être recouvrées qu'à l'issue d'un délai de 5 ans.

Au cours de l'exercice, la créance du CICE issue des droits de l'année 2016 et déclarée à l'occasion de la clôture de l'exercice 2017, d'un montant de 901.295 €, a fait l'objet d'une demande de remboursement qui a été honorée par le Trésor Public en mai 2022.

Il n'y a aucune utilisation à la clôture de la possibilité offerte de financement court terme sur les créances de CICE et par conséquent aucun impact sur les comptes à la clôture.

Le CICE a permis notamment de participer partiellement au financement en matière :

- de reconstitution de notre fonds de roulement pour l'intégralité du produit.

## 10. DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

Les **produits à recevoir** <sup>(8)</sup> s'expliquent comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Remboursement de dépenses de formation	88 852	2 807
Dégrèvement d'impôts	0	55 161
Remboursement URSSAF	0	255 511
Autres produits à recevoir	1 860	1 782
Produits financiers	19 482	50 364
subvention d'investissements	114 616	0
Subvention Aides couts fixes	1 431 541	0
<b>Produits à recevoir</b> <sup>(8)</sup>	<b>1 656 351</b>	<b>365 625</b>

La subvention d'investissement de 114.616 € attribuée sur le projet de rénovation de La Malène a été versée en cours d'exercice. Par ailleurs, la subvention fiscale due à la clôture précédente pour couvrir les effets de la crise sur la période du 3<sup>ème</sup> bimestre de l'année 2021 d'un montant de 1.431.541 € a été encaissée en décembre 2021.

Des produits à recevoir ont été constitués à hauteur de 55.161 € pour couvrir les demandes de dégrèvement des sommes payées au titre de la CFE de l'année 2022 en conséquence de la fermeture de deux établissements secondaires, et, de 255.511 € suite à une décision judiciaire dans le cadre d'un contentieux avec l'URSSAF.

## 11. DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les **charges constatées d'avance** s'expliquent comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Contrats d'entretien	38 984	31 781
Taxe foncière et CFE	78 108	82 072
Frais de publicité & salons	38 003	15 381
Dépenses de communication	4 267	5 699
Assurances	2 128	375
Redevance de l'audiovisuel	109 883	0
Maintenance informatique	88 943	172 188
Fuel et gaz	136 552	187 570
Abonnement eau	0	10 712
Locations & charges locatives	408 707	116 593
Charges diverses	13 183	56 348
Abonnement recrutement	5 869	2 800
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>924 627</b>	<b>681 521</b>

## 12. DETAIL DES CHARGES A REPARTIR

Les **frais sur emprunts** sont amortis sur une durée de 5 ans. Le solde se présente comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Augment	Réduct	Au 30 nov. 2022
Frais sur emprunts	46 272		23 946	22 326
<b>Charges à répartir</b>	<b>46 272</b>	<b>0</b>	<b>23 946</b>	<b>22 326</b>

Aucun **frais sur emprunts** n'a été activé au cours de l'exercice.

## LE BILAN PASSIF

### 13. LA SITUATION NETTE

Au terme de l'exercice comptable clôturé, la **situation nette** se présente comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Augment	Réduct	Au 30 nov. 2022
Fonds propres sans droits de reprises	29 967 374	1 010 937		30 978 311
Fonds propres avec droits de reprises	37 881 790	-1 010 937	22 867	36 847 985
Report à nouveau	-19 258 019	412 979		-18 845 039
Résultat de l'exercice	412 979	-412 979	321 327	-321 327
Subventions d'investissement *	1 227 286	465 903	191 000	1 502 189
<b>Situation nette</b>	<b>50 231 411</b>	<b>465 903</b>	<b>535 194</b>	<b>50 162 119</b>

<sup>(\*)</sup> renvoi aux commentaires et notes suivantes

Le résultat de l'exercice précédent, un bénéfice de 412.979 € qui a été affectée en totalité au poste « Report à nouveau ». Le **résultat de l'exercice clos** est un **déficit de 312.327 euros**.

Les COS de Charente-Maritime (17), de la Côte d'Or (21), de l'Oise (60) et de l'Hérault (34) ont **abandonné les droits de reprise de leurs apports** pour un montant total évalué à 1.010.937 €.

Dans le cadre d'une action contentieuse judiciaire, AZUREVA a été dans l'obligation de verser à un COS les sommes réclamées au titre de ses apports dont la valeur historique de 22.867 € a été déduite des fonds propres.

Le détail des **Fonds propres** est le suivant :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
<b>Fonds propres sans droits de reprises ...</b>	<b>29 967 374</b>	<b>30 978 311</b>
Valeur du patrimoine intégré	2 479 847	2 479 847
Subventions d'investissements dont ...	27 487 527	28 498 464
Parts COS sans droit de reprise	3 866 868	4 877 805
Parts COS sur boni de fusion	498 727	498 727
Travaux	15 915 438	15 915 438
Terrain	914 694	914 694
Parts	6 291 800	6 291 800
<b>Fonds propres avec droits de reprises ...</b>	<b>37 881 790</b>	<b>36 847 985</b>
Parts COS	11 938 062	10 927 124
Parts COS avec demande de remb	22 867	0
Subventions d'investissements	25 140 322	25 140 322
Parts Affaires étrangères	18 294	18 294
Parts Erholungswerk (Allemagne)	762 245	762 245
<b>Fonds propres</b>	<b>67 849 164</b>	<b>67 826 297</b>

## 14. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

Les **subventions d'investissements** reçues sont réintégrées dans le compte de résultat au même rythme que l'amortissement des biens auxquels elles sont affectées. A la clôture, il existe des quotes-parts de subventions d'investissements qui restent à amortir.

	Au 30 nov. 2021	Augment.	Quote-part affect résultat	Au 30 nov. 2022
Subventions	1 227 286	465 903	191 000	1 502 189
<b>Subventions d'investissement</b>	<b>1 227 286</b>	<b>465 903</b>	<b>191 000</b>	<b>1 502 189</b>

AZUREVA a reçu une subvention d'investissement de la Région Nouvelle-Aquitaine relative au projet de rénovation de son établissement de Lacanau pour un montant de 250.000 €.

Par ailleurs, plusieurs subventions d'investissement à hauteur de 85.903 € versées par trois COS ont été attribuées pour les villages de Ronce-les-bains et de Bussang. Un autre COS a versé une subvention d'investissement de 130.000 € pour des travaux qui seront réalisés en 2023.

## 15. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions sont constituées pour couvrir les risques latents, connus ou estimés à la clôture de l'exercice. Les **provisions pour risques et charges** sont évaluées conformément au règlement CRC n°2000-06 sur les passifs. Elles se présentent comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Dotations	Repr. Prov. utilisées	Repr. Prov. non utilisées	Au 30 nov. 2022
Indemnités départs en retraite	401 171	103 092	82 782	20 040	401 442
Indemnités médailles du travail	51 318	8 801	874	20 489	38 756
Autres provisions salariés	0	52 000			52 000
Revalorisation des parts COS	98 276	18 928			117 204
<b>Provisions risques et charges</b>	<b>550 764</b>	<b>182 821</b>	<b>83 656</b>	<b>40 528</b>	<b>609 401</b>

**Les indemnités de départ à la retraite** sont calculées selon les modalités décrites à l'article 57 de la convention collective. Pour tous salariés, permanents et saisonniers avec un droit de priorité, ayant atteint l'âge de 55 ans à la clôture, une provision pour indemnité de départ à la retraite est comptabilisée correspondant au montant de l'engagement de retraite tel que compris dans le montant apprécié par AZUREVA pour la totalité des salariés (cf. note spécifique dans les engagements hors bilan).

**Les indemnités de médaille du travail** sont évaluées selon les modalités définies dans l'accord national d'entreprise d'AZUREVA. Des règles différentes s'appliquent selon que les salariés disposent d'un CDI ou d'un CDD. Différents paliers sont prévus en fonction du nombre total d'années de travail et du nombre d'années passées chez AZUREVA. A la clôture, une provision pour indemnité de médaille du travail est comptabilisée

correspondant au montant de l'engagement tel que compris dans le montant apprécié par AZUREVA pour la totalité des salariés permanents et saisonniers avec un droit de priorité.

Les hypothèses retenues pour ces deux évaluations ont été les suivantes :

- Taux annuel d'actualisation : 3,15%
- Probabilité des demandes : 100%
- Taux de mobilité (âge / pourcentage annuel de départ : démission, licenciement)

Tranches d'âge	pour les CDI	pour les CDD
De 16 ans à 34 ans	54,50%	47,21%
De 35 ans à 44 ans	22,20%	34,76%
De 45 ans à 54 ans	23,50%	21,64%
De 55 ans et plus	16,90%	20,67%

AZUREVA, en application avec le principe comptable de prudence, a constitué à la clôture de l'exercice une provision de 52 milliers d'euros visant à couvrir certains **risques ou charges liés à des litiges avec des salariés**.

A la clôture, il reste une **procédure contentieuse avec un COS** qui a abouti après des décisions judiciaires au versement d'une provision supérieure à la valeur des apports reçus et comptabilisés. A titre prudentiel, une provision de 98 milliers d'euros a été comptabilisée pour couvrir le risque éventuel de maintien de cette position. Un complément a dû être versé au COS suite à une autre décision judiciaire survenue au cours de l'exercice. Une provision complémentaire a été constituée à hauteur de 19 milliers d'euros. Par ailleurs, il existe à la clôture d'autres procédures qui ont fait l'objet de contestations sérieuses. Elles n'ont pas donné lieu à des provisions dans la mesure où aucune décision à caractère définitif n'est venue modifier l'appréciation du risque à date.

## 16. DETTES FINANCIERES

Les **dettes financières** se présentent de la façon suivante :

	Au 30 nov. 2022	dt à moins d'1 an	dt à moins de 5 ans	dt à plus de 5 ans	Au 30 nov. 2021
Emprunts bancaires étab de crédit	15 676 018	2 281 912	6 805 274	6 588 832	16 423 524
Emprunts garantis par l'Etat (PGE)	6 547 393	1 742 145	4 805 248	0	18 817 500
Dettes subordonnées (Plan de relance)	7 500 000	0	0	7 500 000	0
Intérêts courus sur emprunts	161 475	161 475			118 416
Emprunts et dettes financières divers	28 356	350		28 006	28 082
Dépôts et cautionnements reçus	61 455	61 455			61 566
Concours bancaires courants	475	475			0
<b>Dettes financières</b>	<b>29 975 174</b>	<b>4 247 813</b>	<b>11 610 522</b>	<b>14 116 839</b>	<b>35 449 088</b>

AZUREVA a contracté un **emprunt auprès de la Banque Postale** pour financer la rénovation de son établissement de Ronce-les-bains à hauteur de **2,5 millions d'euros**. Ce prêt amortissable sur une durée de 15 ans est assorti d'intérêts au taux annuel de 2,47%. La période de mobilisation des fonds court jusqu'en fin 2023. A la clôture de l'exercice, AZUREVA a perçu 912.854 €.

AZUREVA a dans le même temps contracté un second **emprunt auprès de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes** pour financer la rénovation de son établissement des Karellis à hauteur de **2,5 millions d'euros**. Ce prêt amortissable sur une durée de 15 ans est assorti d'intérêts au taux annuel de 2,47%. La période de mobilisation des fonds court jusqu'en fin 2023. A la clôture de l'exercice, AZUREVA a perçu 567.266 €.

Ces deux emprunts sont garantis par une hypothèque pari passu pris en premier rang à hauteur de 2,5 millions d'euros chacun sur le site du Cap d'Agde.

AZUREVA a encaissé les deux premiers tirages de l'**emprunt subordonné avec intérêts participatifs** de 8 millions d'euros sans sureté réelle auprès de la Caisse des Dépôts pour un montant total de **7,5 millions d'euros**.

Dans le cadre des aides financières liées à la crise sanitaire, AZUREVA a souscrit plusieurs **prêts garantis par l'Etat (PGE)**. AZUREVA a opté pour l'**amortissement sur 5 ans des premiers PGE** souscrits avec un différé d'amortissement de un an représentant un total de 7 millions d'euros. Ces PGE sont devenus amortissables au cours de l'exercice 2021. L'**option** avait par ailleurs d'ores et déjà été prise de **rembourser à leur première échéance** l'intégralité des 11,8 millions d'euros représentant la **seconde et la troisième vagues de PGE souscrits**.

L'évolution des dettes bancaires au cours de l'exercice peut se présenter comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Souscription de l'ex.	Intérêts capitalisés	Amort. Planifiés	Rembours. anticipés	Au 30 nov. 2022
Emprunts restants dûs à la clôture	16 423 524	0		2 227 626		14 195 898
Emprunts travaux souscrits ex. précédent	0					0
Emprunts travaux souscrits au cours de l'ex.	0	1 480 120		0		1 480 120
Emprunts remboursés par anticipation	0					0
Emprunts garantis par des suretés réelles	16 423 524	1 480 120	0	2 227 626	0	15 676 018
Emprunts garantis par l'Etat (PGE)	18 817 500			470 107	11 800 000	6 547 393
Dettes subordonnées (Plan de relance)	0	7 500 000		0		7 500 000
<b>Emprunts et dettes établ. de crédit</b>	<b>35 241 024</b>	<b>8 980 120</b>	<b>0</b>	<b>2 697 733</b>	<b>11 800 000</b>	<b>29 723 411</b>

Le cumul des **remboursements d'emprunts** effectués au cours de l'exercice s'est élevé à 14.497.733 € dont 11.800.000 € correspondant aux remboursements anticipés des PGE.

## 17. DETTES COURANTES

Les **dettes courantes** se présentent de la façon suivante :

	Au 30 nov. 2022	dt à moins d'1 an	dt à moins de 5 ans	dt à plus de 5 ans	Au 30 nov. 2021
Clients, avances et acomptes reçus	3 835 948	3 835 948			4 109 574
Clients, à-valoir non utilisés	80 838	80 838			245 680
Clients, avances et acomptes	3 916 785	3 916 785			4 355 254
Dettes fournisseurs et cptes rattachés	2 736 843	2 736 843			2 571 303
Dettes fiscales et sociales	3 884 141	3 884 141			3 434 186
Dettes sur immo. et cptes rattachés	1 245 268	1 245 268			603 107
Autres dettes	990 104	755 666	234 438		1 194 027
Produits constatés d'avance	378 138	378 138			228 112
<b>Dettes courantes</b>	<b>13 151 278</b>	<b>12 916 840</b>	<b>234 438</b>	<b>0</b>	<b>12 385 988</b>

L'intégralité des **acomptes reçus des clients** concerne ceux des réservations de l'exercice 2023 ainsi que le reliquat des à-valoir émis en 2020 dans le cadre des dispositifs légaux liés à la crise sanitaire représentant un total de 80.838 € pour la part non encore utilisée. Les à-valoir émis sont reportés dans la catégorie des acomptes reçus dont le total s'élève à 3.916.785 €.

## 18. DETAIL FACTURES NON PARVENUES A PAYER

Dans le poste **dettes fournisseurs et comptes rattachés** ci-dessus, des **factures non encore parvenues** restent à payer dont le détail est présenté ci-dessous :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Honoraires	160 362	93 013
Commissions sur ventes	281 156	260 443
Eau	303 112	289 848
EDF & GAZ	134 288	160 109
Locations et charges locatives	29 322	10 154
Contrats ménage et blanchisserie	26 322	32 264
Contrats d'entretien & fournitures	177 582	261 333
Formation	33 852	4 182
Publicité cotisations	159 631	120 603
Interim	22 876	12 668
Médecine du travail	1 509	9 177
Redevances ordures ménagères	32 803	34 980
Affranchissement & téléphonie	10 607	14 082
Excursions et intervenants extérieurs	32 045	77 152
Redevance Sacem et Spré	105 577	0
Billeterie	0	46 110
Prestations informatiques	72 847	0
Divers	22 278	12 733
<b>Provisions, factures non parvenues</b>	<b>1 606 170</b>	<b>1 438 852</b>

En complément, dans le poste **dettes sur immobilisations** et comptes rattachés, des **factures non encore parvenues sur dépenses immobilisées** restent à payer dont le détail est présenté ci-dessous :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Travaux de rénovation	21 366	68 331
<b>Provisions, factures d'immo. non parvenues</b>	<b>21 366</b>	<b>68 331</b>

## 19. AUTRES DETTES

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Aide à reverser (cession Résidence Bretagne)	250 000	100 000
Clients versements d'avances	50 441	22 923
Clients aides reçues d'avance	151 810	154 493
Clients avoirs à établir	85 398	83 653
Remises à accorder, chèques parrainage,	4 325	2 800
Remises à accorder, point fidélité clients	156 284	143 186
Rétrocession de commissions (COS)	20 855	21 022
Bons échanges & séjours offerts	107 289	128 561
Charges de formation autogérée à payer	125 768	86 890
Part COS à rembourser	234 438	234 438
Divers	7 421	12 139
Autres charges à payer <sup>(1)</sup>	0	0
<b>Autres Dettes</b>	<b>1 194 027</b>	<b>990 104</b>

Le premier **remboursement de l'aide** <sup>(1)</sup> de 1.000.000 € initialement reçue de la DNAS de La Poste pour financer l'avance-preneur d'un contrat de crédit-bail immobilier est intervenu en 2017. Le remboursement effectué au cours de l'exercice s'est élevé à 200.000 €. Le solde de 250.000 € sera remboursé pour 150.000 en 2021 et 100.000 € en 2023.

Une dette de 234.438 € a été constituée au cours de l'exercice 2021 suite à la **démission d'un COS et à sa demande de remboursement de ses apports** <sup>(2)</sup>.

Une note spécifique détaille ci-après si nécessaire le détail des **autres charges à payer** <sup>(3)</sup>.



## 20. DETAIL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Le détail des **produits constatés d'avance** est présenté ci-après :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Subvention d'exploitation	193 917	0
Prestations de service Accomagnement DNAS	0	343 250
Locations d'emplacements d'antennes téléphoniques	34 195	34 887
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>228 112</b>	<b>378 138</b>

Dans le cadre du contrat de service avec la Poste qui a démarré le 1<sup>er</sup> janvier 2022, un décalage des prestations fixes et variables facturées par avance a été acté à la clôture de l'exercice pour 343.250 €.

## VI. NOTES RELATIVES A CERTAINS ELEMENTS SIGNIFICATIFS DU COMPTE DE RESULTAT

### LE RESULTAT D'EXPLOITATION

## 21. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le **chiffre d'affaires** de l'exercice est évalué à 54.537.006 € contre 37.238.178 € en 2021 et se répartit comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Ventes directes de boisson	1 051 174	1 691 968
Ventes de produits	160 528	169 270
Ventes de billetterie	104 470	194 470
Ventes de marchandises	1 316 172	2 055 708
Ventes de séjours	32 430 460	43 762 303
Frais de dossiers	380 773	471 226
Ventes d'assurances	433 721	607 952
Frais de désistements	449 320	653 910
Ventes directes de restauration	950 216	1 757 016
Locations d'emplacements	41 049	70 769
Autres prestations locales	1 236 468	2 841 834
Prestations de services La Poste	0	2 316 287
Ventes de services	35 922 006	52 481 298
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>37 238 178</b>	<b>54 537 006</b>

En conséquence, la **variation nette de chiffre d'affaires**, impactée par l'exploitation annuelle des établissements sur l'exercice 2022, est évaluée à 17.298.828 €. Cela représente une variation de + 46,5 % du chiffre d'affaires, en progression par rapport à 2021 en tenant compte la fermeture de l'hiver et du printemps en 2021 et des modifications de tarifs appliquées en 2022 pour prendre en compte les effets de l'inflation.

## 22. LES CHARGES DE PERSONNEL

Les **charges de personnel** de l'exercice se présentent comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Salaires et traitements	12 049 905	16 054 790
Charges sociales	3 941 829	5 088 286
<b>Charges de personnel</b>	<b>15 991 735</b>	<b>21 143 076</b>

La **variation des charges de personnel** est de + 5.151.341 € (contre + 1.052.704 € l'an dernier) et représente une hausse de 7,05 %.

Les charges de personnel de l'exercice 2021 ne tiennent pas compte des indemnités versées aux salariés dans le cadre du **dispositif d'activité partielle**.

## 23. EFFECTIFS

Les **effectifs** constatés au cours de l'exercice sont :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Contrats à durée indéterminée	198	198
Contrats à durée déterminée et saisonniers	259	350
Dirigeants	30	30
<b>Effectif moyen</b>	<b>487</b>	<b>578</b>

## 24. SUBVENTIONS

Les **subventions d'exploitation** affectées à l'exercice se présentent comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Subvention DNAS	2 133 083	193 917
Fonds de solidarité	1 346 229	0
Aide coûts fixes	4 398 421	0
Divers subventions	3 600	7 199
<b>Subvention d'exploitation</b>	<b>7 881 333</b>	<b>201 116</b>

La Direction Nationale des Affaires Sociales de La Poste (DNAS) a jusqu'en 2021 versé à AZUREVA une **subvention d'exploitation** d'un montant de 2.327.000 €. Un décalage sur l'année civile a été opéré à la clôture

précédente d'une valeur de 193.917 €. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, ces aides se sont transformées en un contrat de prestations de services dont les revenus impactent dorénavant le chiffre d'affaires.

Par ailleurs, AZUREVA a perçu d'autres subventions d'exploitation pour un montant total de 7.199 €.

Les **aides versées en nature** par la mise à disposition d'agents de La Poste, mentionnées sous le compte de résultat en '*Contributions volontaires*', sont évaluées pour l'exercice clos à 238.947 €. Leur valorisation pour l'exercice 2021 s'élevait à 287.158 €.

## REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES

Ce poste comprend principalement les éléments suivants :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Transfert de charges : Indemnités d'assurance	39 787	40 695
Transfert de charges : Personnel (dont avantage en nature)	544 977	907 266
Transfert de charges : Charges sociales (effort construction) immobilisé	157 929	0
Transfert de charges : Reversement de charges sociales	0	595 647
Transfert de charges : Remb. dépenses de formation	125 675	18 711
Reprises sur provision pour risques et charges	86 887	124 484
Reprises sur provision d'exploitation	32 683	58 424
<b>Reprises sur provision et transferts de charges</b>	<b>987 937</b>	<b>1 745 227</b>

## LE RESULTAT FINANCIER

### 25. LES PRODUITS FINANCIERS

Ce poste comprend principalement les éléments suivants :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Revenus de l'actif immobilisé	220	37 838
Produits de placements financiers	19 482	50 802
Autres produits financiers	0	50
<b>Produits financiers</b>	<b>19 702</b>	<b>88 689</b>

## 26. LES CHARGES FINANCIERES

Ce poste comprend principalement les éléments suivants :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Intérêts sur emprunts	344 445	429 311
Autres charges financières	7 615	4 374
<b>Charges financières</b>	<b>352 060</b>	<b>433 685</b>

## LE RESULTAT EXCEPTIONNEL

### 27. LES PRODUITS EXCEPTIONNELS

Les **produits exceptionnels** enregistrés sur l'exercice se décomposent en :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Produit exercice antérieur participation	0	151 238
Divers	11 722	13 789
Opérations de gestion	11 722	165 027
Produits des éléments d'actifs cédés <sup>(1)</sup>	650	12 003
Quote-part des subventions d'investissements	175 737	191 000
Encaissement sur créance amortie	38 258	0
Opérations en capital	214 645	203 003
Reprise s/provision pour dépréciation d'immo.	145 383	920 847
Provisions exceptionnelles	145 383	920 847
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>371 750</b>	<b>1 288 878</b>

<sup>(1)</sup> renvoi aux commentaires

La **reprise sur provisions pour dépréciation des immobilisations** renvoi au détail des dépréciations développé dans les notes relatives aux immobilisations.

## 28. LES CHARGES EXCEPTIONNELLES

Les **charges exceptionnelles** enregistrées sur l'exercice se décomposent en :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Amendes fiscales et sociales	175	88
Charges sur litiges salariés	0	15 000
Indemnités contentieux (art. 700 et dépens)	1 401	6 103
Divers	76 691	2 130
Opérations de gestion	78 267	23 322
VNC des actifs cédés et mis au rebus <sup>(1)</sup>	70 313	29 747
Opérations en capital	70 313	29 747
Dot. /provision pour dépréciation d'immo.	351 522	0
Provisions exceptionnelles	351 522	0
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>500 102</b>	<b>53 068</b>

<sup>(1)</sup> renvoi aux commentaires

La **valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés** <sup>(1)</sup> correspond à la valeur nette comptable des immobilisations mises au rebus au cours de l'exercice, soit la somme de 29.747 €.

## VII. NOTES COMPLEMENTAIRES AFFERENTES AUX COMPTES ANNUELS

### 29. PROGRAMME DE PARRAINAGE ET DE FIDELISATION

Un **programme de parrainage** est en place depuis l'exercice 2003. Dès la validation de la réservation de la personne cooptée, le filleul, une remise est déduite du prix du séjour à venir. Dans le même temps, des bons de réduction valables sur des séjours à venir sont attribués au parrain en fonction du nombre de parrainage effectué.

Une **provision pour remises à accorder** est constituée pour couvrir le coût des **bons attribués aux parrains** et non encore utilisés. Aucune provision n'a été comptabilisée à la clôture (1.025 € HT l'exercice précédent) sur la base des bons parrainages valables pour les réservations 2023 (probabilité d'utilisation 13% l'exercice précédent). Une **seconde provision pour remises à accorder** a été constituée pour 2.800 € HT contre 3.300 € HT l'exercice précédent afin de couvrir les **remises accordées aux filleuls** pour des réservations de séjour ayant lieu sur un exercice futur.

Deux **programmes de fidélisation** sont en place depuis l'exercice 2003, l'un visant les groupes, le second les individuels. Ils octroient respectivement des remises pour les premiers et des points fidélité à transformer en remises pour les seconds.

Une **provision pour remises à accorder** de 143.186 € HT (pour 156.284 € HT en 2021), constituée pour couvrir les **remises et points fidélité**, a été comptabilisée dans les comptes clos au 30/11/2022. Cette provision correspond au montant des remises accordées en 2022. Les points attribués ayant une échéance, la provision tient compte du taux d'utilisation et des niveaux de remises atteints et demandés. Le taux d'utilisation du programme individuels est de 6% contre 6% l'exercice dernier.

### 30. BONS D'ACHAT ET BONS D'ECHANGES

AZUREVA vend à certains de ses clients des **bons d'achat** émis directement par l'association. Ces bons d'achat comportent une valeur faciale permettant leur utilisation comme moyen de paiement ainsi qu'une date de validité au-delà de laquelle ils deviennent périmés. Les bons d'achat sont comptabilisés à leur valeur faciale dès leur émission et à la clôture on peut constater dans les comptes la valeur totale des bons non encore utilisés. A la clôture de l'exercice, la **valeur de ces bons d'achat** non encore utilisés est évaluée à 11.130 € (52.778 € pour l'exercice précédent).

AZUREVA émet par ailleurs des **bons d'échange**. Ces bons correspondent à des séjours offerts qui peuvent être mis en jeu et gagnés dans le cadre de jeux, de salons ou d'opérations promotionnelles. Ils comportent une date de validité au-delà de laquelle ils deviennent périmés mais ne comportent pas de valeur faciale. Seul un prix indicatif correspond à la valeur maximale du gain est indiqué sur le voucher.

Ces bons d'échange sont comptabilisés en charge à la valeur moyenne des séjours telle qu'elle est constatée dans les ventes d'AZUREVA en tenant compte de la saisonnalité des choix effectués et des niveaux de prix constatés pendant ces périodes. Lors de leur utilisation, si la valeur initialement comptabilisée est différente de celle constatée pour le séjour choisi, une régularisation est effectuée pour rectifier l'écart. La **valeur comptable de ces bons d'échange** non encore utilisés est évaluée à 117.430 € à la clôture de l'exercice (54.511 € pour l'exercice précédent).

### 31. LA SITUATION AU REGARD DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

A la clôture de l'exercice, la **situation fiscale** d'AZUREVA est **déficitaire de 108.492.639 €**. Ce déficit s'explique par le **déficit fiscal de l'exercice de 2.313.040 €** et le déficit antérieur reportable de 106.179.599 €.

L'association n'a supporté aucune charge d'impôt au cours de l'exercice.

La **situation fiscale de l'exercice** s'explique de la façon suivante :

Résultat de l'exercice	-321 327	
Correction des dotations aux amortissements	-1 199 805	Ajustement des dot. fiscales déductibles (7.935.520 €)
Correction des VNC des actifs cédés	-29 934	Ajustement valeur fiscale de la VNC des actifs cédés
Résultat corrigé	-1 551 066	
Divers ajustements	0	
Amortissements excédentaires	25 100	
Taxes sur les véhicules	122 030	Taxes non déductibles
Pénalités	88	Pénalités non déductibles
Prov. Risques et charges à caractère social	-12 291	Indemnités de Fin de carrière et Médailles du travail
Prov. Dépréciation	-920 847	Dépréciation des immobilisations (variation nette)
Frais d'émission d'emprunts	23 946	Etalement & dotation des charges à répartir
Résultat fiscal de l'exercice	-2 313 040	

## VIII. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

AZUREVA poursuit en 2023 la mise en œuvre des **dépenses d'investissements** afférentes à la rénovation des établissements de Ronce-les-bains et des Karellis, financée par les prêts contractés auprès de la banque Postale et de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes ainsi que les dépenses de rénovation de Saint=Cyprien et de Hendaye financés par le second tirage du prêt de la Caisse des Dépôts.

-----  
AZUREVA a réitéré la promesse de vente de l'établissement de Sainte-Montaine le 4 janvier 2023 et a ainsi acté la cession de l'intégralité de cet ensemble immobilier pour un montant total de 1,5 millions d'euros.

## IX. NOTES DETAILLANT LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

### 32. DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

Depuis le 1er janvier 2015, le **dispositif CPF « compte personnel de la formation »** a été instauré pour les droits à la formation des salariés. Chaque salarié dispose d'un compte "personnel", dont lui seul gère et connaît le solde des heures disponibles.

### 33. GARANTIE FINANCIERE

AZUREVA, déjà bénéficiaire d'une garantie financière accordée par l'UNAT pour l'année 2022, a obtenu de l'UNAT le renouvellement de sa **garantie financière** en application des articles L 211-18 et R 211-26 et suivants du Code du Tourisme, modifiés par le décret 2015-1111 du 2 septembre 2015 pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023.

### 34. CREDITS-BAUX MOBILIERS ET IMMOBILIERS

Etablissement	Objet	Année	Durée (an)	Prix de revient	Loyers payés Ex.	Loyers restants dûs		Valeur résid.	Total des engag.
						à - 1 an	à + 1 an		
Vendée Océan	Câblage réseau	2 017	5	9 339	1 258				0
Anglet	Câblage réseau	2 017	5	7 090	1 887				0
Arêches	Câblage réseau	2 018	5	3 215	556	46		25	71
Arêches	Wifi	2 017	5	20 339	4 696				0
Trégunc	Câblage réseau	2 018	5	7 333	1 693	141		70	211
Murol	Câblage réseau	2 017	5	4 525	755				0
Métabief	Câblage réseau	2 018	5	4 914	1 385	115		60	175
Lacanau	Câblage réseau	2 017	5	4 410	424				0
La Londe	Câblage réseau	2 017	5	4 780	368				0
La Clusaz	Câblage réseau	2 018	5	5 519	1 524	127		70	197
La Clusaz	Câblage réseau	2 018	5	2 369	456	190		20	210
Les Karellis	Câblage réseau	2 017	5	7 732	149				0
Le Grau du Roi	Câblage réseau	2 017	5	4 086	549				0
Fournols	Câblage réseau	2 018	4	3 295	505				0
Bussang	Câblage réseau	2 017	5	6 006	116				0
Argelès	Câblage réseau	2 017	5	8 533	1 806				0
Pornichet	Câblage réseau	2 018	5	6 855	1 833	1 680		110	1 790
Hauteville	Câblage réseau	2 018	5	5 673	1 310	1 201		70	1 271
Sainte-Montaine	Câblage réseau	2 018	5	9 060	2 342	2 147		110	2 257
Fréjus	Câblage réseau	2 019	5	9 251	2 386	2 386	596	110	3 092
Siège	Baie stockage	2 019	5	54 599	13 922	13 922		546	14 468
Siège	Serveurs	2 021	4	68 619	17 834	17 834	28 238	1	46 073
<b>Crédit-bail mobilier</b>				<b>257 542</b>	<b>57 752</b>	<b>39 789</b>	<b>28 834</b>	<b>1 192</b>	<b>69 815</b>

Aucun contrat de crédit-bail mobilier n'est arrivé à terme pendant l'exercice.

### 35. INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE

Les **engagements en matière de retraite** ont été évalués en tenant compte de l'indemnité légale et des indemnités conventionnelles (Convention du Tourisme Social et Familial) définies en mois de salaire en fonction de la date de naissance, de l'ancienneté et du salaire annuel de chaque salarié.

Les hypothèses retenues pour cette évaluation ont été les suivantes :



- Méthodes retenues :

CDI	méthode des unités de crédits projetés (PBO)
CDD	méthode rétrospective avec salaire en fin de carrière (RSFC)

- Taux annuel de revalorisation des salaires : 1,50 % (inflation comprise)

- Taux annuel d'actualisation : 3,15%

- Taux de charges sociales :

Employés	27,80%
Agents de maîtrise	38,90%
Cadres	44,40%

- Taux de contribution employeur : 50%

- Probabilité des demandes : 100%

- Ages de départ en retraite : entre 60 et 67 ans selon la date de naissance

- Modalités de départ en retraite : départ volontaire

- Taux de mobilité (âge / pourcentage annuel de départ : démission, licenciement) :

Tranches d'âge	pour les CDI	pour les CDD
De 16 ans à 34 ans	54,50%	47,21%
De 35 ans à 44 ans	22,20%	34,76%
De 45 ans à 54 ans	23,50%	21,64%
De 55 ans et plus	16,90%	20,67%

Les engagements en matière de retraite sont estimés à 420.772 euros charges comprises. Une fraction de cet engagement, correspondant aux salariés âgés de plus de 55 ans, est comptabilisée dans les comptes annuels.

		Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
<b>Indemnités des CDI</b>		<b>335 122</b>	<b>263 487</b>
Employés	17 596		13 076
Agents de maîtrise	125 064		93 415
Cadres	192 462		156 996
<b>Indemnités des CDD</b>		<b>106 335</b>	<b>157 286</b>
Employés	103 068		138 308
Agents de maîtrise	3 266		18 977
Cadres	0		0
<b>Engagement actualisé : indemnités de départ en retraite</b>		<b>441 457</b>	<b>420 772</b>

### 36. DETAIL DES DETTES BANCAIRES ET DES HYPOTHEQUES DONNEES

Sites	Année	Etab. banc.	Capital emprunté	Durée (an)	Taux %	Sûretés réelles -- hypothèques	Capital restant dû au 30 nov. 2022	Capital restant dû au 30 nov. 2021
Fréjus	2 009	BFCC	2 500 000	16	3,66%	2 500 000	614 706	816 905
Kerjouanno	2 011	BFCC	2 000 000	16	3,60%	2 000 000	382 330	580 495
Anglet	2 011	SG	2 000 000	16	3,10%	2 000 000	375 034	570 801
Kerjouanno	2 012	BFCC	2 000 000	16	3,95%	2 000 000	540 428	735 283
Métabief	2 012	SG	2 000 000	12,5	3,85%	2 000 000	433 423	637 955
Oléron (camping)	2 016	CERA	750 000	16	2,30%	50 000	540 258	587 766
Oléron (camping)	2 017	CERA	300 000	16	2,30%	300 000	227 241	245 992
La Clusaz, Les Aravis	2 017	LBP	3 000 000	13	1,40%	3 000 000	2 050 843	2 314 551
La Clusaz, Les Confins	2 017	CERA	3 000 000	13	1,45%	3 000 000	2 327 486	2 591 162
La Clusaz, Les Confins	2 018	CERA	2 500 000	13	1,46%	2 500 000	2 044 049	2 243 188
Lacanau	2 018	SG	2 500 000	13	1,70%	2 500 000	2 018 588	2 218 415
Fouras	2 019	LBP	330 459	12	0,85%	3 000 000	2 641 514	2 881 012
Cap d'Agde	2 022	CERA	2 500 000	16,5	2,47%	2 500 000	567 266	0
Cap d'Agde	2 022	LBP	2 500 000	16,5	2,47%	2 500 000	912 854	0
<b>Dettes bancaires et sûretés associées</b>			<b>27 880 459</b>			<b>29 850 000</b>	<b>15 676 018</b>	<b>16 423 524</b>

Etab. bancaires		au 30 nov. 2022	au 30 nov. 2021
LBP	Banque Postale	5 605 211	5 195 563
BFCC	Crédit Coopératif	1 537 464	2 132 683
CERA	Caisse d'Epargne	5 706 300	5 668 107
SG	Société Générale	2 827 045	3 427 170
<b>Capital restant dû ... {A}</b>		<b>15 676 018</b>	<b>16 423 524</b>

Sites	Année	Etab. banc.	Capital emprunté	Durée (an)	Taux %	Sûretés réelles -- hypothèques	Capital restant dû au 30 nov. 2022	Capital restant dû au 30 nov. 2021
PGE 1	2 020	LBP	1 750 000	6	0,52%	0	1 641 688	1 750 000
PGE 1	2 020	BFCC	1 750 000	6	0,73%	0	1 650 326	1 758 750
PGE 1	2 020	CERA	1 750 000	6	0,73%	0	1 614 140	1 758 750
PGE 1	2 020	SG	1 750 000	6	0,30%	0	1 641 239	1 750 000
PGE 2	2 021	LBP	0	1	ND	0	0	1 450 000
PGE 2	2 021	BFCC	0	1	ND	0	0	1 450 000
PGE 2	2 021	CERA	0	1	ND	0	0	1 450 000
PGE 2	2 021	SG	0	1	ND	0	0	1 450 000
PGE 3 (saison)	2 021	LBP	0	1	ND	0	0	1 500 000
PGE 3 (saison)	2 021	BFCC	0	1	ND	0	0	1 500 000
PGE 3 (saison)	2 021	CERA	0	1	ND	0	0	1 500 000
PGE 3 (saison)	2 021	SG	0	1	ND	0	0	1 500 000
<b>Prêts garantis par l'Etat</b>			<b>7 000 000</b>			<b>0</b>	<b>6 547 393</b>	<b>18 817 500</b>
Plan de relance	2 022	CDC	8 000 000	15		0	7 500 000	0
<b>Dettes subordonnées</b>			<b>8 000 000</b>			<b>0</b>	<b>7 500 000</b>	<b>0</b>

Etab. bancaires		au 30 nov. 2022	au 30 nov. 2021
LBP	Banque Postale	1 641 688	4 700 000
BFCC	Crédit Coopératif	1 650 326	4 708 750
CERA	Caisse d'Epargne	1 614 140	4 708 750
SG	Société Générale	1 641 239	4 700 000
<b>PGE - Capital restant dû ... {B}</b>		<b>6 547 393</b>	<b>18 817 500</b>
CDC	Caisse des Dépôts	7 500 000	0
<b>Dettes subordonnées - Capital restant dû ... {C}</b>		<b>7 500 000</b>	<b>0</b>
<b>Capital restant dû ... {A + B + C}</b>		<b>29 723 411</b>	<b>35 241 024</b>

### 37. ENGAGEMENTS HORS BILAN - SIEGE ET VILLAGES

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Sûretés réelles (hypothèques)	27 850 000	29 850 000
Intérêts sur emprunts restant à courir	1 551 864	4 045 367
Loyers immobiliers des filiales sur la durée restante des baux	14 892 140	13 427 597
Loyers immobiliers sur la durée restante des baux	0	26 247
Redevances de crédit-bail mobilier restant à courir	126 943	69 815
<b>Engagements donnés</b>	<b>44 420 947</b>	<b>47 419 026</b>

Les **engagements en matière de loyers immobiliers** concernent très largement la période ferme des baux commerciaux signés par AZUREVA avec ses deux filiales SAS RCM FONCIER et SAS FONCIERE COTE LAC couvrant respectivement les occupations de la résidence de Roquebrune Cap-Martin et de l'Hôtel du Parc à Hossegor.

--- \*\*\* --- \*\*\* --- \*\*\* --- \*\*\* ---

---

## ANNEXE DES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE CLOS LE 30 NOVEMBRE 2022

---



## ANNEXE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 NOVEMBRE 2022

### SOMMAIRE

II.	Règles et méthodes comptables	3
III.	Changement de méthode	3
IV.	Les faits significatifs de l'exercice	4
V.	Notes relatives à certains éléments significatifs du bilan	6
	<b>LE BILAN ACTIF</b>	<b>6</b>
1.	Règles générales applicables aux immobilisations	6
2.	Variation des immobilisations, des amortissements et des provisions	7
3.	Immobilisations incorporelles et corporelles	7
4.	Immobilisations financières	8
5.	Dépréciation des immobilisations	9
6.	Stocks	10
7.	Clients	10
8.	Autres créances	11
9.	Le crédit d'impôt compétitivité Emploi	12
10.	Détail des produits à recevoir	12
11.	Détail des charges constatées d'avance	13
12.	Détail des charges à répartir	13
	<b>LE BILAN PASSIF</b>	<b>14</b>
13.	La situation nette	14
14.	Subventions d'investissements	15
15.	Provisions pour risques et charges	15
16.	Dettes financières	16
17.	Dettes courantes	18
18.	Détail factures non parvenues à payer	18
19.	Autres dettes	19

20.	Détail des produits constatés d'avance	20
<b>VI.</b>	<b>Notes relatives à certains éléments significatifs du compte de résultat</b>	<b>20</b>
	<b>LE RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>20</b>
21.	Chiffre d'affaires	20
22.	Les charges de personnel	21
23.	Effectifs	21
24.	Subventions	21
	Reprises sur provisions et transferts de charges	22
	<b>LE RESULTAT FINANCIER</b>	<b>22</b>
25.	Les produits financiers	22
26.	Les charges financières	23
	<b>LE RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>23</b>
27.	Les produits exceptionnels	23
28.	Les charges exceptionnelles	24
<b>VII.</b>	<b>Notes complémentaires afférentes aux comptes annuels</b>	<b>24</b>
29.	Programme de parrainage et de fidélisation	24
30.	Bons d'achat et bons d'échanges	25
31.	La situation au regard de l'impôt sur les bénéfices	25
<b>VIII.</b>	<b>Evènements postérieurs à la clôture</b>	<b>26</b>
<b>IX.</b>	<b>Notes détaillant les engagements hors bilan</b>	<b>26</b>
32.	Droit individuel à la formation	26
33.	Garantie financière	26
34.	Crédits-baux mobiliers et immobiliers	27
35.	Indemnités de départ en retraite	27
36.	Détail des dettes bancaires et des hypothèques données	29
37.	Engagements hors bilan - siège et villages	31

## **II. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

L'exercice a une durée de douze mois couvrant la période du **1er décembre 2021** au **30 novembre 2022**.

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Le **total du bilan** s'élève à **93.897.973 €** et le **compte de résultat** fait apparaître un **déficit de 321.327 €**.

Les comptes de **l'exercice clos au 30 novembre 2022** ont été arrêtés suivant le principe de la continuité d'exploitation.

Les comptes annuels d'AZUREVA sont établis suivant les principes comptables résultant de la réglementation dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement comptable des associations, fondations et fonds de dotation n°2018-06.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## **III. CHANGEMENT DE METHODE**

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu dans les comptes sociaux présentés.



#### IV. LES FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

-----

AZUREVA a poursuivi au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2022 la mise en œuvre des **dépenses d'investissements** afférentes à la **rénovation des établissements de Bussang et de Lacanau**, financées par le prêt contracté auprès de la Caisse des Dépôts. A ce titre, un **premier tirage sur ce prêt de 4 millions** a été reçu en début d'exercice 2022.

-----

Dans le cadre de l'**emprunt subordonné avec intérêts participatifs de 8 millions d'euros** sans sureté réelle contracté auprès de la **Caisse des Dépôts** pour financer une partie de son **plan de rénovation pluriannuel**, AZUREVA a encaissé au cours de l'exercice les deux premiers tirages pour un montant total de 7,5 millions d'euros. Pour rappel, ce prêt est amortissable sur une période de 10 ans après un différé de 5 ans et devra être intégralement souscrit avant décembre 2023. Il sera servi d'intérêts fixes au taux annuel de 2,5% et d'intérêts participatifs après la période de différé représentant 2% de l'EBITDA. Pour le premier tirage de 4 millions d'euros, les dépenses afférentes aux travaux sur Bussang et Lacanau de cette première tranche ont terminée d'être comptabilisées. Celles afférentes aux **travaux sur La Clusaz les Aravis, Hendaye et Saint-Cyprien** de la seconde tranche ont commencé à être comptabilisées.

-----

AZUREVA a continué au cours de l'exercice 2022 la mise en œuvre des dépenses pluriannuelles affectées à la rénovation de ses établissements à l'aide de **deux nouveaux financements bancaires** obtenus auprès de la Banque Postale et de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes à hauteur de 2,5 millions d'euros chacun. Les souscriptions sont reçues au fur et à mesure de l'utilisation faite pendant la période de mobilisation des prêts. Les dépenses afférentes aux **travaux sur Ronce-les-bains et des Karellis** ont commencé à être comptabilisées.

-----

AZUREVA a opté en début d'année 2022 pour le **remboursement intégral à l'échéance (1 an)** des quatre **prêts garantis par l'Etat (PGE)** représentant la deuxième levée pour un montant total de **5,8 millions d'euros** ainsi que pour quatre autres **prêts garantis par l'Etat (PGE)** représentant la troisième levée pour un montant total de **6 millions d'euros**.

-----

AZUREVA a reçu décembre 2021 le versement de sa **dernière demande de versement de l'aide coûts fixes** au titre du 3<sup>ème</sup> bimestre de l'exercice 2021 représentant **1,4 million d'euros**, venant ainsi finaliser les aides reçues au titre des effets de la crise de la Covid-19

-----

Le Conseil d'Administration Fédéral qui s'est réuni le 2 mars 2022 a autorisé la **fermeture de Sainte-Montaine**, dont l'exploitation était déficitaire et la mise en œuvre des conséquences sociales de cette décision.

Le Conseil d'Administration Fédéral qui s'est réuni le 11 juillet 2022 a quant à lui autorisé la **cession de l'établissement de Sainte-Montaine** pour un prix net vendeur de 1,5 millions d'euros payable le jour de la vente. Le 13 septembre 2022, AZUREVA a signé un compromis de vente de l'ensemble immobilier pour cette valeur dont les effets impacteront les comptes de l'exercice suivant.

-----

Dans le cadre de la **promesse unilatérale de vente du site de Fréjus** signée en 2021 pour une valeur de 19.300.000 euros et suite à certains retards pris par la commune sur les modifications à apporter au PLU, un

avenant a été signé le 25 juillet 2022 venant proroger certains délais intermédiaires et fixer dorénavant la période d'expiration de la promesse le 31 mars 2025.

-----

Pour rappel, au vue de la situation financière, l'Assemblée Générale d'AZUREVA des 21 & 22 mai 2014 avait reporté les remboursements des apports demandés par certains COS qui avaient démissionné antérieurement. L'Assemblée Générale du 24 mai 2018 a renouvelé cette disposition pour une durée de 5 ans. Le remboursement des parts avaient alors été suspendus. Au cours des exercices précédents, suite à des procédures judiciaires les **demandes de remboursement des COS démissionnaires** ont été satisfaites en tout ou partie. Les **procédures judiciaires** ont continué. Certains COS ont obtenu le versement d'une provision incluant la valeur de ces apports ainsi que de leur revalorisation.

**Plusieurs pourvois en cassation des décisions en référé** sont toujours en cours d'instruction. Par ailleurs, il persiste **des procédures auprès du tribunal judiciaire et de la Cour d'Appel pour un jugement au fond** dans laquelle les COS réclament les sommes qu'ils n'ont pas obtenu en référé. L'un d'entre eux réclame également la valeur des apports d'un autre COS.

Dans ces contentieux, un jugement avait contraint AZUREVA à verser un complément de 46 milliers d'euros à la valeur des apports. Au cours de l'exercice, un autre complément a été demandé d'un montant de 23 milliers d'euros. Des procédures judiciaires sont toujours en cours.

-----

AZUREVA a reçu et acté au cours de l'exercice la position de **quatre COS** qui ont **abandonné leur droit de reprises sur leurs apports**, l'ensemble étant évalué à **1 millions d'euros dans les fonds propres**.

-----

AZUREVA avait reçu la notification d'un redressement consécutif à un contrôle URSSAF. Les mises en demeure du recouvrement datées de janvier 2020 ont contraint AZUREVA au paiement. La commission de recours amiable de l'URSSAF a notifié son rejet des réclamations formulées. Le 4 février 2021, AZUREVA a donc porté devant le tribunal judiciaire le contentieux pour faire valoir sa réclamation. L'affaire est toujours en cours d'instruction.

Dans une autre procédure avec l'URSSAF relative à un contrôle datant de 2014 et portant sur le calcul de la réduction Fillon, la Cour d'Appel s'est montrée favorable en novembre 2021 à la demande d'AZUREVA. L'URSSAF s'est depuis pourvue en cassation.

AZUREVA a néanmoins encaissé de l'URSSAF la somme de 210 milliers d'euros représentant une partie des enjeux du jugement. Une seconde partie représentant 255 milliers d'euros et toujours en attente de paiement et a fait l'objet d'une provision de produits à recevoir.

-----

Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, AZUREVA a acté la mise en œuvre effective du **contrat de prestation de services signé en 2021 avec LA POSTE** qui définit notamment pour les années 2022 et 2023 la rémunération additionnelle attribuée à AZUREVA ainsi que les modalités de facturation et d'encaissements des honoraires et des aides versées pour le compte des postiers. Cette rémunération additionnelle vient se substituer aux subventions d'exploitation antérieurement perçues jusqu'à fin 2021. Un avenant à la Convention Objectifs et Moyens avec LA POSTE maintient par ailleurs jusqu'à fin 2022 des contributions en nature des aides. Des discussions sont en cours pour maintenir en 2024 les effets du contrat jusqu'à la mise en œuvre effective du CSE de la Poste.

-----

## V. NOTES RELATIVES A CERTAINS ELEMENTS SIGNIFICATIFS DU BILAN

### LE BILAN ACTIF

#### 1. REGLES GENERALES APPLICABLES AUX IMMOBILISATIONS

Les **immobilisations** sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Conformément à la doctrine comptable, **AZUREVA** applique, depuis le 1er décembre 2004, la nouvelle réglementation sur les actifs en utilisant les nouvelles durées d'utilisation définies ci-dessous.

Les avances versées et les immobilisations non encore mises en service à la date de clôture de l'exercice sont présentées en **immobilisations en cours**.

Les **amortissements** sont pratiqués selon le mode linéaire. La date de début des amortissements correspond à la date de mise en service du bien.

Les **durées d'amortissements pratiquées** sont détaillées comme suit :

Type d'immobilisations	Durée	Type d'immobilisations	Durée
* Frais d'établissement	20 à 30 ans	* Literie	5 à 10 ans
* Logiciels	1 à 5 ans	* Lingerie	2 à 5 ans
* Concessions sites	20 à 30 ans	* Matériel et mobilier restauration	15 à 20 ans
* Aménagements terrains	15 à 20 ans	* Matériel ski	4 ans
* Constructions	20 à 30 ans	* Matériel de transport	5 à 7 ans
* Agencements installations	15 à 20 ans	* Matériel informatique	4 ans
* Matériel sanitaire	15 à 20 ans	* Matériel vidéo ou animation	4 ans
* Matériel chauffage	15 à 20 ans	* Piscine	15 à 20 ans
* Matériel incendie	5 à 10 ans	* Tennis, mini golf	15 ans
* Matériel outillage	5 à 10 ans	* Sauna, hammam	20 ans
* Matériel de cuisine	20 ans		

## 2. VARIATION DES IMMOBILISATIONS, DES AMORTISSEMENTS ET DES PROVISIONS

La variation des comptes d'immobilisations peut se présenter comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Augment (dont transferts)	Réduct. (dont transferts)	Au 30 nov. 2022
Incorporelles *	1 345 739	2 227	864	1 347 101
Corporelles *	260 923 565	9 602 786	3 438 908	267 087 444
Financières	6 001 109	77 861	4 323	6 074 648
<b>Immobilisations brutes</b>	<b>268 270 413</b>	<b>9 682 874</b>	<b>3 444 094</b>	<b>274 509 193</b>
*dont transferts des encours		1 503 759	1 503 759	
*dont acquisitions		8 101 254	56 474	8 044 780
*dont cessions, mises au rebus et charges			1 879 539	

	Au 30 nov. 2021	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2022
Incorporelles	997 319	12 974	864	1 009 429
Corporelles	206 115 866	5 158 792	1 845 440	209 429 218
<b>Amortissements</b>	<b>207 113 185</b>	<b>5 171 766</b>	<b>1 846 304</b>	<b>210 438 647</b>

	Au 30 nov. 2021	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2022
Corporelles	2 211 889		920 847	1 291 042
Financières	0			0
<b>Provisions pour dépréciation</b>	<b>2 211 889</b>	<b>0</b>	<b>920 847</b>	<b>1 291 042</b>
<b>Cumul Amort. &amp; Prov.</b>	<b>209 325 075</b>	<b>5 171 766</b>	<b>2 767 152</b>	<b>211 729 689</b>

<b>Immobilisations nettes</b>	<b>58 945 338</b>	<b>4 511 108</b>	<b>676 943</b>	<b>62 779 503</b>
-------------------------------	-------------------	------------------	----------------	-------------------

## 3. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Au cours de l'exercice, AZUREVA a **acquis des immobilisations incorporelles et corporelles** pour une valeur de 8.044.780 euros.

AZUREVA a cédé pour 12.003 € d'immobilisations corporelles.

Les **immobilisations en cours et les acomptes** s'élèvent à la clôture à 3.739.834 €. Les acquisitions d'immobilisations représentant des avances sur travaux non encore réceptionnés et non activés à la clôture de l'exercice s'élèvent à 3.677.7718 €, dont les quatre projets rénovations d'Hendaye, de Ronce-les-bains, des Karellis et de Saint-Cyprien financés par les prêts souscrits auprès de la Caisse des Dépôts, de la Banque Postale et de la Caisse d'Epargne.

Les immobilisations en cours de l'exercice précédent activées sur l'exercice se sont élevées à 1.503.759 €.

Détail par site	Au 30 nov. 2021	Augment	Activation immob.	Reclassement	Mises au rebus	Au 30 nov. 2022
Siege	56 474	-35 261				21 213
Arêches	140 323		140 323			0
Bussang	468 447		468 447			0
Hauteville	7 895		7 895			0
Hendaye	1 456	403 124	1 456			403 124
Hossegor : Hôtel du parc	3 488			3 488		0
Kerjouano	2 805	3 290	876			5 219
Lacanau	876 439		876 439			0
La Clusaz (Aravis)	0	1 929				1 929
La Malène	0	1 410				1 410
Le Grau du Roi	0	6 938				6 938
Les Karellis	0	1 097 871				1 097 871
Longeville	0	8 910				8 910
Métabief	800	60 055				60 855
Oléron	2 913					2 913
Piau-Engaly	0	11 862				11 862
Ronce-les-bains	0	1 223 694				1 223 694
Saint-Cyprien	0	893 897				893 897
Trégunc	8 323		8 323			0
<b>Immobilisations encours et acomptes</b>	<b>1 569 363</b>	<b>3 677 718</b>	<b>1 503 759</b>	<b>3 488</b>	<b>0</b>	<b>3 739 834</b>

#### 4. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les **immobilisations financières** sont comptabilisées à leur coût historique. Une provision est constituée lorsque la recouvrabilité d'une immobilisation est incertaine. En synthèse, elles se présentent comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2022
Titres de participation <sup>(1)</sup>	5 432 537			5 432 537
Autres titres immobilisés <sup>(2)</sup>	146 536		4 323	142 214
Autres prêts <sup>(3)</sup>	168 475	71 366		239 841
Dépôts et cautionnements <sup>(4)</sup>	253 561	6 495		260 056
<b>Immobilisations financières</b>	<b>6 001 109</b>	<b>77 861</b>	<b>4 323</b>	<b>6 074 648</b>

<sup>(1)</sup> renvoi aux commentaires suivants

Les **titres de participations** <sup>(1)</sup> détenus sont les suivants :

Participations	Etablissements	Année	Nbre de parts	Valeur	% dét.	Compléments
<b>Participations dont Azureva assure la gestion et la direction</b>						
RCM FONCIER	Roquebrune	2 017	180 180	1 801 800	53,85%	
FONCIERE COTE LAC	Hossegor	2 018	280 000	2 800 000	51,43%	
<b>Autres participations</b>						
Erholungswerk Post Postbank	Allemagne	2 005	-	762 000	ND	droits d'occup. logem.
Fouras	Fouras	---	-	4 573	ND	
S.A.C.M.A.C.	Les Karellis	2 014	3 630	55 321	7,26%	
S.E.M.A.B.	Arêches	1 990	580	8 842	1,30%	
<b>Titres de participations</b>				<b>5 432 537</b>		

Les **autres titres immobilisés** <sup>(2)</sup>, d'une valeur de 142.214 €, correspondent aux parts sociales prises dans des établissements financiers à titre de garantie des emprunts bancaires. Les mouvements constatés en 2022 sont liés à l'évolution au cours de l'exercice de la situation des prêts ainsi qu'à l'évolution de la valeur des parts.

Les **autres prêts** <sup>(3)</sup> correspondent aux taxes pour l'effort construction. AZUREVA a ainsi opté lors de la déclaration annuelle de sa participation à l'effort construction pour le versement sous forme de prêt et non pas de subvention. Ce prêt, sans intérêt, est récupérable après une durée de 20 ans. Ces prêts représentent un total immobilisé de 239.841 € dont 71.366 € au titre de 2022.

Dans la rubrique des **dépôts et cautionnement** <sup>(4)</sup>, une réserve est constituée au sein de l'UNAT pour constituer une garantie financière mutualisée. AZUREVA a déjà versé un total de 31.360 €.

En synthèse, les **dépôts et cautionnement** peuvent se détailler comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Augment	Réduct	Au 30 nov. 2022
Dépôts de garantie divers	16 361	650		17 011
Dépôts de garantie loyer immobilier	4 250	103		4 353
Dépôts de garantie loyers filiales	201 590	5 742		207 332
Réserves garantie financière UNAT	31 360			31 360
<b>Dépôts et cautionnements</b> <sup>(4)</sup>	<b>253 561</b>	<b>6 495</b>	<b>0</b>	<b>260 056</b>

## 5. DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS

Une **dépréciation** à caractère exceptionnel est constituée lorsque la valeur actuelle d'un bien est significativement inférieure à la valeur nette comptable de ce bien. La valeur actuelle de chaque bien est déterminée sur la base d'une méthode d'actualisation des flux futurs à partir des budgets établis pour chaque village. Des **reprises sur provision** sont constatées à hauteur de la valeur des dotations aux amortissements pratiquées sur les biens concernés par des provisions constituées à la clôture de l'exercice précédent.

Etablissements	Au 30 nov. 2021	Augment	Réduct	Au 30 nov. 2022
Fournols	1 373 751		82 709	1 291 042
Sainte-Montaine	838 138		838 138	0
<b>Provision pour dépréciation</b>	<b>2 211 889</b>	<b>0</b>	<b>920 847</b>	<b>1 291 042</b>

A la clôture de l'exercice, des reprises de provisions ont également été constatées pour les établissements de Fournols et de Sainte-Montaine. Pour ce dernier, la reprise intégrale de la provision s'explique par l'extinction du risque consécutive à la cession effective de l'établissement sur l'exercice suivant.

## 6. STOCKS

Les **stocks** de matières premières, d'approvisionnements et de marchandises sont évalués au prix moyen unitaire pondéré, les remises sont incorporées aux coûts d'achat.

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Stocks de marchandises	453 815	545 037
Stocks d'emballages consignés	7 680	3 506
Provisions pour dépréciation des stocks	0	0
<b>Stocks : total net</b>	<b>461 495</b>	<b>548 543</b>

## 7. CLIENTS

Les **créances clients** sont valorisées à leur valeur nominale.

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Créances clients	1 444 108	1 078 722
Clients factures à établir	175 077	553 687
Créances douteuses	155 020	210 257
Provisions pour dépréciation des créances	-107 091	-141 283
<b>Créances Clients : total net</b>	<b>1 667 114</b>	<b>1 701 383</b>

Des **provisions pour dépréciation des créances** ont été constituées en fonction du risque estimé d'irrécouvrabilité. Elles s'élèvent à la clôture à 141.283 € après avoir fait l'objet à la clôture de l'exercice d'une dotation de 88.536 € et d'une reprise sur provision de 54.344 €.

## 8. AUTRES CREANCES

Les **autres créances** se présentent comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Fournisseurs, avoirs à recevoir	123 710	52 067
Créances sociales	20 058	68 795
Avances formation	186 216	23 015
TVA déductible à récupérer	1 184 891	1 181 928
TVA , Demande de remboursement <sup>(5)</sup>	576 457	759 932
Acomptes de CVAE	136 534	194 322
Etat, produits à recevoir (CVAE, CET)	349 635	229 640
Etat, produits à recevoir (CICE) <sup>(7)</sup>	1 652 598	751 303
Avances COS	48 040	43 240
Avances frais de déplacements	13 500	11 000
Participation tiers (Vacaf, Cgos, Cnas)	71 202	20 288
Débiteurs divers	18 892	41 207
Produits à recevoir <sup>(8)</sup>	1 656 351	365 625
Créances sur cessions d'actifs <sup>(1)</sup>	400 000	400 000
Avance notaire, frais d'emprunt <sup>(2)</sup>	0	3 081
Compte débiteur COS <sup>(3)</sup>	98 276	117 204
Provisions dépréciation des créances <sup>(6)</sup>	-46 120	-51 691
<b>Autres créances</b>	<b>6 490 240</b>	<b>4 210 956</b>

<sup>(1)</sup> renvoi aux commentaires et notes suivantes

Les **créances sur cession d'actifs** <sup>(1)</sup> regroupent la partie du paiement du prix de vente du Laouzas, représentant 400.000 € dont le paiement a été décalé. Le début de la période de remboursement démarre au cours de l'exercice suivant.

Dans le cadre de **procédures judiciaires avec des COS** <sup>(3)</sup>, des jugements ont conduit Azureva à verser des provisions au-delà de la valeur des parts sociales dont 18.928 € au cours de l'exercice. Ces compléments représentant 117.204 € ont été maintenus en avance dans l'attente du résultat des procédures judiciaires en cours.

Des **demandes de remboursement de TVA** <sup>(5)</sup> étaient en cours à la clôture de l'exercice pour un montant total de 759.932 €. Les versements ont été reçus au début de l'exercice suivant.

Des **provisions pour dépréciation des créances** <sup>(6)</sup> ont été constituées en fonction des risques estimés d'irrécouvrabilité. Elles s'élèvent à la clôture à 51.691 € après avoir fait l'objet d'une dotation de 9.650 € et d'une reprise de 4.080 €.

Une note spécifique détaille ci-après le détail des **créances de CICE** <sup>(7)</sup> et des **produits à recevoir** <sup>(8)</sup>.



## 9. LE CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI

Bien que le **CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi)** <sup>(7)</sup> ait été remis en cause à compter de l'année 2019, il persiste dans les comptes des créances qui trouvent leur origine dans les exercices précédents.

Le CICE issu des droits de l'année 2017, déclaré à la clôture de l'exercice 2018, a été reclassé dans le poste Autres Créances pour 751.303 €, à se faire rembourser par l'Etat n'ayant pu être imputés sur le solde à payer d'impôt sur les bénéfices. Les créances ne peuvent être recouvrées qu'à l'issue d'un délai de 5 ans.

Au cours de l'exercice, la créance du CICE issue des droits de l'année 2016 et déclarée à l'occasion de la clôture de l'exercice 2017, d'un montant de 901.295 €, a fait l'objet d'une demande de remboursement qui a été honorée par le Trésor Public en mai 2022.

Il n'y a aucune utilisation à la clôture de la possibilité offerte de financement court terme sur les créances de CICE et par conséquent aucun impact sur les comptes à la clôture.

Le CICE a permis notamment de participer partiellement au financement en matière :

- de reconstitution de notre fonds de roulement pour l'intégralité du produit.

## 10. DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

Les **produits à recevoir** <sup>(8)</sup> s'expliquent comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Remboursement de dépenses de formation	88 852	2 807
Dégrèvement d'impôts	0	55 161
Remboursement URSSAF	0	255 511
Autres produits à recevoir	1 860	1 782
Produits financiers	19 482	50 364
subvention d'investissements	114 616	0
Subvention Aides couts fixes	1 431 541	0
<b>Produits à recevoir</b> <sup>(8)</sup>	<b>1 656 351</b>	<b>365 625</b>

La subvention d'investissement de 114.616 € attribuée sur le projet de rénovation de La Malène a été versée en cours d'exercice. Par ailleurs, la subvention fiscale due à la clôture précédente pour couvrir les effets de la crise sur la période du 3<sup>ème</sup> bimestre de l'année 2021 d'un montant de 1.431.541 € a été encaissée en décembre 2021.

Des produits à recevoir ont été constitués à hauteur de 55.161 € pour couvrir les demandes de dégrèvement des sommes payées au titre de la CFE de l'année 2022 en conséquence de la fermeture de deux établissements secondaires, et, de 255.511 € suite à une décision judiciaire dans le cadre d'un contentieux avec l'URSSAF.

## 11. DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les **charges constatées d'avance** s'expliquent comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Contrats d'entretien	38 984	31 781
Taxe foncière et CFE	78 108	82 072
Frais de publicité & salons	38 003	15 381
Dépenses de communication	4 267	5 699
Assurances	2 128	375
Redevance de l'audiovisuel	109 883	0
Maintenance informatique	88 943	172 188
Fuel et gaz	136 552	187 570
Abonnement eau	0	10 712
Locations & charges locatives	408 707	116 593
Charges diverses	13 183	56 348
Abonnement recrutement	5 869	2 800
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>924 627</b>	<b>681 521</b>

## 12. DETAIL DES CHARGES A REPARTIR

Les **frais sur emprunts** sont amortis sur une durée de 5 ans. Le solde se présente comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Augment	Réduct	Au 30 nov. 2022
Frais sur emprunts	46 272		23 946	22 326
<b>Charges à répartir</b>	<b>46 272</b>	<b>0</b>	<b>23 946</b>	<b>22 326</b>

Aucun **frais sur emprunts** n'a été activé au cours de l'exercice.

## LE BILAN PASSIF

### 13. LA SITUATION NETTE

Au terme de l'exercice comptable clôturé, la **situation nette** se présente comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Augment	Réduct	Au 30 nov. 2022
Fonds propres sans droits de reprises	29 967 374	1 010 937		30 978 311
Fonds propres avec droits de reprises	37 881 790	-1 010 937	22 867	36 847 985
Report à nouveau	-19 258 019	412 979		-18 845 039
Résultat de l'exercice	412 979	-412 979	321 327	-321 327
Subventions d'investissement *	1 227 286	465 903	191 000	1 502 189
<b>Situation nette</b>	<b>50 231 411</b>	<b>465 903</b>	<b>535 194</b>	<b>50 162 119</b>

<sup>(\*)</sup> renvoi aux commentaires et notes suivantes

Le résultat de l'exercice précédent, un bénéfice de 412.979 € qui a été affectée en totalité au poste « Report à nouveau ». Le **résultat de l'exercice clos** est un **déficit de 312.327 euros**.

Les COS de Charente-Maritime (17), de la Côte d'Or (21), de l'Oise (60) et de l'Hérault (34) ont **abandonné les droits de reprise de leurs apports** pour un montant total évalué à 1.010.937 €.

Dans le cadre d'une action contentieuse judiciaire, AZUREVA a été dans l'obligation de verser à un COS les sommes réclamées au titre de ses apports dont la valeur historique de 22.867 € a été déduite des fonds propres.

Le détail des **Fonds propres** est le suivant :

		Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
<b>Fonds propres sans droits de reprises ...</b>		<b>29 967 374</b>	<b>30 978 311</b>
Valeur du patrimoine intégré	2 479 847		2 479 847
Subventions d'investissements dont ...	27 487 527		28 498 464
Parts COS sans droit de reprise	3 866 868		4 877 805
Parts COS sur boni de fusion	498 727		498 727
Travaux	15 915 438		15 915 438
Terrain	914 694		914 694
Parts	6 291 800		6 291 800
<b>Fonds propres avec droits de reprises ...</b>		<b>37 881 790</b>	<b>36 847 985</b>
Parts COS	11 938 062		10 927 124
Parts COS avec demande de remb	22 867		0
Subventions d'investissements	25 140 322		25 140 322
Parts Affaires étrangères	18 294		18 294
Parts Erholungswerk (Allemagne)	762 245		762 245
<b>Fonds propres</b>		<b>67 849 164</b>	<b>67 826 297</b>

## 14. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

Les **subventions d'investissements** reçues sont réintégrées dans le compte de résultat au même rythme que l'amortissement des biens auxquels elles sont affectées. A la clôture, il existe des quotes-parts de subventions d'investissements qui restent à amortir.

	Au 30 nov. 2021	Augment	Quote-part affect résultat	Au 30 nov. 2022
Subventions	1 227 286	465 903	191 000	1 502 189
<b>Subventions d'investissement</b>	<b>1 227 286</b>	<b>465 903</b>	<b>191 000</b>	<b>1 502 189</b>

AZUREVA a reçu une subvention d'investissement de la Région Nouvelle-Aquitaine relative au projet de rénovation de son établissement de Lacanau pour un montant de 250.000 €.

Par ailleurs, plusieurs subventions d'investissement à hauteur de 85.903 € versées par trois COS ont été attribuées pour les villages de Ronce-les-bains et de Bussang. Un autre COS a versé une subvention d'investissement de 130.000 € pour des travaux qui seront réalisés en 2023.

## 15. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions sont constituées pour couvrir les risques latents, connus ou estimés à la clôture de l'exercice. Les **provisions pour risques et charges** sont évaluées conformément au règlement CRC n°2000-06 sur les passifs. Elles se présentent comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Dotations	Repr. Prov. utilisées	Repr. Prov. non utilisées	Au 30 nov. 2022
Indemnités départs en retraite	401 171	103 092	82 782	20 040	401 442
Indemnités médailles du travail	51 318	8 801	874	20 489	38 756
Autres provisions salariés	0	52 000			52 000
Revalorisation des parts COS	98 276	18 928			117 204
<b>Provisions risques et charges</b>	<b>550 764</b>	<b>182 821</b>	<b>83 656</b>	<b>40 528</b>	<b>609 401</b>

**Les indemnités de départ à la retraite** sont calculées selon les modalités décrites à l'article 57 de la convention collective. Pour tous salariés, permanents et saisonniers avec un droit de priorité, ayant atteint l'âge de 55 ans à la clôture, une provision pour indemnité de départ à la retraite est comptabilisée correspondant au montant de l'engagement de retraite tel que compris dans le montant apprécié par AZUREVA pour la totalité des salariés (cf. note spécifique dans les engagements hors bilan).

**Les indemnités de médaille du travail** sont évaluées selon les modalités définies dans l'accord national d'entreprise d'AZUREVA. Des règles différentes s'appliquent selon que les salariés disposent d'un CDI ou d'un CDD. Différents paliers sont prévus en fonction du nombre total d'années de travail et du nombre d'années passées chez AZUREVA. A la clôture, une provision pour indemnité de médaille du travail est comptabilisée

correspondant au montant de l'engagement tel que compris dans le montant apprécié par AZUREVA pour la totalité des salariés permanents et saisonniers avec un droit de priorité.

Les hypothèses retenues pour ces deux évaluations ont été les suivantes :

- Taux annuel d'actualisation : 3,15%
- Probabilité des demandes : 100%
- Taux de mobilité (âge / pourcentage annuel de départ : démission, licenciement)

Tranches d'âge	pour les CDI	pour les CDD
De 16 ans à 34 ans	54,50%	47,21%
De 35 ans à 44 ans	22,20%	34,76%
De 45 ans à 54 ans	23,50%	21,64%
De 55 ans et plus	16,90%	20,67%

AZUREVA, en application avec le principe comptable de prudence, a constitué à la clôture de l'exercice une provision de 52 milliers d'euros visant à couvrir certains **risques ou charges liés à des litiges avec des salariés**.

A la clôture, il reste une **procédure contentieuse avec un COS** qui a abouti après des décisions judiciaires au versement d'une provision supérieure à la valeur des apports reçus et comptabilisés. A titre prudentiel, une provision de 98 milliers d'euros a été comptabilisée pour couvrir le risque éventuel de maintien de cette position. Un complément a dû être versé au COS suite à une autre décision judiciaire survenue au cours de l'exercice. Une provision complémentaire a été constituée à hauteur de 19 milliers d'euros. Par ailleurs, il existe à la clôture d'autres procédures qui ont fait l'objet de contestations sérieuses. Elles n'ont pas donné lieu à des provisions dans la mesure où aucune décision à caractère définitif n'est venue modifier l'appréciation du risque à date.

## 16. DETTES FINANCIERES

Les **dettes financières** se présentent de la façon suivante :

	Au 30 nov. 2022	dt à moins d'1 an	dt à moins de 5 ans	dt à plus de 5 ans	Au 30 nov. 2021
Emprunts bancaires étab de crédit	15 676 018	2 281 912	6 805 274	6 588 832	16 423 524
Emprunts garantis par l'Etat (PGE)	6 547 393	1 742 145	4 805 248	0	18 817 500
Dettes subordonnées (Plan de relance)	7 500 000	0	0	7 500 000	0
Intérêts courus sur emprunts	161 475	161 475			118 416
Emprunts et dettes financières divers	28 356	350		28 006	28 082
Dépôts et cautionnements reçus	61 455	61 455			61 566
Concours bancaires courants	475	475			0
<b>Dettes financières</b>	<b>29 975 174</b>	<b>4 247 813</b>	<b>11 610 522</b>	<b>14 116 839</b>	<b>35 449 088</b>

AZUREVA a contracté un **emprunt auprès de la Banque Postale** pour financer la rénovation de son établissement de Ronce-les-bains à hauteur de **2,5 millions d'euros**. Ce prêt amortissable sur une durée de 15 ans est assorti d'intérêts au taux annuel de 2,47%. La période de mobilisation des fonds court jusqu'en fin 2023. A la clôture de l'exercice, AZUREVA a perçu 912.854 €.

AZUREVA a dans le même temps contracté un second **emprunt auprès de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes** pour financer la rénovation de son établissement des Karellis à hauteur de **2,5 millions d'euros**. Ce prêt amortissable sur une durée de 15 ans est assorti d'intérêts au taux annuel de 2,47%. La période de mobilisation des fonds court jusqu'en fin 2023. A la clôture de l'exercice, AZUREVA a perçu 567.266 €.

Ces deux emprunts sont garantis par une hypothèque pari passu pris en premier rang à hauteur de 2,5 millions d'euros chacun sur le site du Cap d'Agde.

AZUREVA a encaissé les deux premiers tirages de l'**emprunt subordonné avec intérêts participatifs** de 8 millions d'euros sans sureté réelle auprès de la Caisse des Dépôts pour un montant total de **7,5 millions d'euros**.

Dans le cadre des aides financières liées à la crise sanitaire, AZUREVA a souscrit plusieurs **prêts garantis par l'Etat (PGE)**. AZUREVA a opté pour l'**amortissement sur 5 ans des premiers PGE** souscrits avec un différé d'amortissement de un an représentant un total de 7 millions d'euros. Ces PGE sont devenus amortissables au cours de l'exercice 2021. L'**option** avait par ailleurs d'ores et déjà été prise de **rembourser à leur première échéance** l'intégralité des 11,8 millions d'euros représentant la **seconde et la troisième vagues de PGE** souscrits.

L'évolution des dettes bancaires au cours de l'exercice peut se présenter comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Souscription de l'ex.	Intérêts capitalisés	Amort. Planifiés	Rembours. anticipés	Au 30 nov. 2022
Emprunts restants dûs à la clôture	16 423 524	0		2 227 626		14 195 898
Emprunts travaux souscrits ex. précédent	0					0
Emprunts travaux souscrits au cours de l'ex.	0	1 480 120		0		1 480 120
Emprunts remboursés par anticipation	0					0
Emprunts garantis par des suretés réelles	16 423 524	1 480 120	0	2 227 626	0	15 676 018
Emprunts garantis par l'Etat (PGE)	18 817 500			470 107	11 800 000	6 547 393
Dettes subordonnées (Plan de relance)	0	7 500 000		0		7 500 000
<b>Emprunts et dettes établ. de crédit</b>	<b>35 241 024</b>	<b>8 980 120</b>	<b>0</b>	<b>2 697 733</b>	<b>11 800 000</b>	<b>29 723 411</b>

Le cumul des **remboursements d'emprunts** effectués au cours de l'exercice s'est élevé à 14.497.733 € dont 11.800.000 € correspondant aux remboursements anticipés des PGE.

## 17. DETTES COURANTES

Les **dettes courantes** se présentent de la façon suivante :

	Au 30 nov. 2022	dt à moins d'1 an	dt à moins de 5 ans	dt à plus de 5 ans	Au 30 nov. 2021
Clients, avances et acomptes reçus	3 835 948	3 835 948			4 109 574
Clients, à-valoir non utilisés	80 838	80 838			245 680
Clients, avances et acomptes	3 916 785	3 916 785			4 355 254
Dettes fournisseurs et cptes rattachés	2 736 843	2 736 843			2 571 303
Dettes fiscales et sociales	3 884 141	3 884 141			3 434 186
Dettes sur immo. et cptes rattachés	1 245 268	1 245 268			603 107
Autres dettes	990 104	755 666	234 438		1 194 027
Produits constatés d'avance	378 138	378 138			228 112
<b>Dettes courantes</b>	<b>13 151 278</b>	<b>12 916 840</b>	<b>234 438</b>	<b>0</b>	<b>12 385 988</b>

L'intégralité des **acomptes reçus des clients** concerne ceux des réservations de l'exercice 2023 ainsi que le reliquat des à-valoir émis en 2020 dans le cadre des dispositifs légaux liés à la crise sanitaire représentant un total de 80.838 € pour la part non encore utilisée. Les à-valoir émis sont reportés dans la catégorie des acomptes reçus dont le total s'élève à 3.916.785 €.

## 18. DETAIL FACTURES NON PARVENUES A PAYER

Dans le poste **dettes fournisseurs et comptes rattachés** ci-dessus, des **factures non encore parvenues** restent à payer dont le détail est présenté ci-dessous :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Honoraires	160 362	93 013
Commissions sur ventes	281 156	260 443
Eau	303 112	289 848
EDF & GAZ	134 288	160 109
Locations et charges locatives	29 322	10 154
Contrats ménage et blanchisserie	26 322	32 264
Contrats d'entretien & fournitures	177 582	261 333
Formation	33 852	4 182
Publicité cotisations	159 631	120 603
Interim	22 876	12 668
Médecine du travail	1 509	9 177
Redevances ordures ménagères	32 803	34 980
Affranchissement & téléphonie	10 607	14 082
Excursions et intervenants extérieurs	32 045	77 152
Redevance Sacem et Spré	105 577	0
Billetterie	0	46 110
Prestations informatiques	72 847	0
Divers	22 278	12 733
<b>Provisions, factures non parvenues</b>	<b>1 606 170</b>	<b>1 438 852</b>

En complément, dans le poste **dettes sur immobilisations** et comptes rattachés, des **factures non encore parvenues sur dépenses immobilisées** restent à payer dont le détail est présenté ci-dessous :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Travaux de rénovation	21 366	68 331
<b>Provisions, factures d'immo. non parvenues</b>	<b>21 366</b>	<b>68 331</b>

## 19. AUTRES DETTES

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Aide à reverser (cession Résidence Bretagne)	250 000	100 000
Clients versements d'avances	50 441	22 923
Clients aides reçues d'avance	151 810	154 493
Clients avoirs à établir	85 398	83 653
Remises à accorder, chèques parrainage,	4 325	2 800
Remises à accorder, point fidélité clients	156 284	143 186
Rétrocession de commissions (COS)	20 855	21 022
Bons échanges & séjours offerts	107 289	128 561
Charges de formation autogérée à payer	125 768	86 890
Part COS à rembourser	234 438	234 438
Divers	7 421	12 139
Autres charges à payer <sup>(1)</sup>	0	0
<b>Autres Dettes</b>	<b>1 194 027</b>	<b>990 104</b>

Le premier **remboursement de l'aide** <sup>(1)</sup> de 1.000.000 € initialement reçue de la DNAS de La Poste pour financer l'avance-preneur d'un contrat de crédit-bail immobilier est intervenu en 2017. Le remboursement effectué au cours de l'exercice s'est élevé à 200.000 €. Le solde de 250.000 € sera remboursé pour 150.000 en 2021 et 100.000 € en 2023.

Une dette de 234.438 € a été constituée au cours de l'exercice 2021 suite à la **démission d'un COS et à sa demande de remboursement de ses apports** <sup>(2)</sup>.

Une note spécifique détaille ci-après si nécessaire le détail des **autres charges à payer** <sup>(3)</sup>.



## 20. DETAIL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Le détail des **produits constatés d'avance** est présenté ci-après :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Subvention d'exploitation	193 917	0
Prestations de service Accomagnement DNAS	0	343 250
Locations d'emplacements d'antennes téléphoniques	34 195	34 887
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>228 112</b>	<b>378 138</b>

Dans le cadre du contrat de service avec la Poste qui a démarré le 1<sup>er</sup> janvier 2022, un décalage des prestations fixes et variables facturées par avance a été acté à la clôture de l'exercice pour 343.250 €.

## VI. NOTES RELATIVES A CERTAINS ELEMENTS SIGNIFICATIFS DU COMPTE DE RESULTAT

### LE RESULTAT D'EXPLOITATION

## 21. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le **chiffre d'affaires** de l'exercice est évalué à 54.537.006 € contre 37.238.178 € en 2021 et se répartit comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Ventes directes de boisson	1 051 174	1 691 968
Ventes de produits	160 528	169 270
Ventes de billetterie	104 470	194 470
Ventes de marchandises	1 316 172	2 055 708
Ventes de séjours	32 430 460	43 762 303
Frais de dossiers	380 773	471 226
Ventes d'assurances	433 721	607 952
Frais de désistements	449 320	653 910
Ventes directes de restauration	950 216	1 757 016
Locations d'emplacements	41 049	70 769
Autres prestations locales	1 236 468	2 841 834
Prestations de services La Poste	0	2 316 287
Ventes de services	35 922 006	52 481 298
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>37 238 178</b>	<b>54 537 006</b>

En conséquence, la **variation nette de chiffre d'affaires**, impactée par l'exploitation annuelle des établissements sur l'exercice 2022, est évaluée à 17.298.828 €. Cela représente une variation de + 46,5 % du chiffre d'affaires, en progression par rapport à 2021 en tenant compte la fermeture de l'hiver et du printemps en 2021 et des modifications de tarifs appliquées en 2022 pour prendre en compte les effets de l'inflation.

## 22. LES CHARGES DE PERSONNEL

Les **charges de personnel** de l'exercice se présentent comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Salaires et traitements	12 049 905	16 054 790
Charges sociales	3 941 829	5 088 286
<b>Charges de personnel</b>	<b>15 991 735</b>	<b>21 143 076</b>

La **variation des charges de personnel** est de + 5.151.341 € (contre + 1.052.704 € l'an dernier) et représente une hausse de 7,05 %.

Les charges de personnel de l'exercice 2021 ne tiennent pas compte des indemnités versées aux salariés dans le cadre du **dispositif d'activité partielle**.

## 23. EFFECTIFS

Les **effectifs** constatés au cours de l'exercice sont :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Contrats à durée indéterminée	198	198
Contrats à durée déterminée et saisonniers	259	350
Dirigeants	30	30
<b>Effectif moyen</b>	<b>487</b>	<b>578</b>

## 24. SUBVENTIONS

Les **subventions d'exploitation** affectées à l'exercice se présentent comme suit :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Subvention DNAS	2 133 083	193 917
Fonds de solidarité	1 346 229	0
Aide coûts fixes	4 398 421	0
Divers subventions	3 600	7 199
<b>Subvention d'exploitation</b>	<b>7 881 333</b>	<b>201 116</b>

La Direction Nationale des Affaires Sociales de La Poste (DNAS) a jusqu'en 2021 versé à AZUREVA une **subvention d'exploitation** d'un montant de 2.327.000 €. Un décalage sur l'année civile a été opéré à la clôture

précédente d'une valeur de 193.917 €. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, ces aides se sont transformées en un contrat de prestations de services dont les revenus impactent dorénavant le chiffre d'affaires.

Par ailleurs, AZUREVA a perçu d'autres subventions d'exploitation pour un montant total de 7.199 €.

Les **aides versées en nature** par la mise à disposition d'agents de La Poste, mentionnées sous le compte de résultat en '*Contributions volontaires*', sont évaluées pour l'exercice clos à 238.947 €. Leur valorisation pour l'exercice 2021 s'élevait à 287.158 €.

## REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES

Ce poste comprend principalement les éléments suivants :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Transfert de charges : Indemnités d'assurance	39 787	40 695
Transfert de charges : Personnel (dont avantage en nature)	544 977	907 266
Transfert de charges : Charges sociales (effort construction) immobilisé	157 929	0
Transfert de charges : Reversement de charges sociales	0	595 647
Transfert de charges : Remb. dépenses de formation	125 675	18 711
Reprises sur provision pour risques et charges	86 887	124 484
Reprises sur provision d'exploitation	32 683	58 424
<b>Reprises sur provision et transferts de charges</b>	<b>987 937</b>	<b>1 745 227</b>

## LE RESULTAT FINANCIER

### 25. LES PRODUITS FINANCIERS

Ce poste comprend principalement les éléments suivants :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Revenus de l'actif immobilisé	220	37 838
Produits de placements financiers	19 482	50 802
Autres produits financiers	0	50
<b>Produits financiers</b>	<b>19 702</b>	<b>88 689</b>

## 26. LES CHARGES FINANCIERES

Ce poste comprend principalement les éléments suivants :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Intérêts sur emprunts	344 445	429 311
Autres charges financières	7 615	4 374
<b>Charges financières</b>	<b>352 060</b>	<b>433 685</b>

## LE RESULTAT EXCEPTIONNEL

### 27. LES PRODUITS EXCEPTIONNELS

Les **produits exceptionnels** enregistrés sur l'exercice se décomposent en :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Produit exercice antérieur participation	0	151 238
Divers	11 722	13 789
Opérations de gestion	11 722	165 027
Produits des éléments d'actifs cédés <sup>(1)</sup>	650	12 003
Quote-part des subventions d'investissements	175 737	191 000
Encaissement sur créance amortie	38 258	0
Opérations en capital	214 645	203 003
Reprise s/provision pour dépréciation d'immo.	145 383	920 847
Provisions exceptionnelles	145 383	920 847
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>371 750</b>	<b>1 288 878</b>

<sup>(1)</sup> renvoi aux commentaires

La **reprise sur provisions pour dépréciation des immobilisations** renvoi au détail des dépréciations développé dans les notes relatives aux immobilisations.

## 28. LES CHARGES EXCEPTIONNELLES

Les **charges exceptionnelles** enregistrées sur l'exercice se décomposent en :

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Amendes fiscales et sociales	175	88
Charges sur litiges salariés	0	15 000
Indemnités contentieux (art. 700 et dépens)	1 401	6 103
Divers	76 691	2 130
Opérations de gestion	78 267	23 322
VNC des actifs cédés et mis au rebus <sup>(1)</sup>	70 313	29 747
Opérations en capital	70 313	29 747
Dot. /provision pour dépréciation d'immo.	351 522	0
Provisions exceptionnelles	351 522	0
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>500 102</b>	<b>53 068</b>

<sup>(1)</sup> renvoi aux commentaires

La **valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés** <sup>(1)</sup> correspond à la valeur nette comptable des immobilisations mises au rebus au cours de l'exercice, soit la somme de 29.747 €.

## VII. NOTES COMPLEMENTAIRES AFFERENTES AUX COMPTES ANNUELS

### 29. PROGRAMME DE PARRAINAGE ET DE FIDELISATION

Un **programme de parrainage** est en place depuis l'exercice 2003. Dès la validation de la réservation de la personne cooptée, le filleul, une remise est déduite du prix du séjour à venir. Dans le même temps, des bons de réduction valables sur des séjours à venir sont attribués au parrain en fonction du nombre de parrainage effectué.

Une **provision pour remises à accorder** est constituée pour couvrir le coût des **bons attribués aux parrains** et non encore utilisés. Aucune provision n'a été comptabilisée à la clôture (1.025 € HT l'exercice précédent) sur la base des bons parrainages valables pour les réservations 2023 (probabilité d'utilisation 13% l'exercice précédent). Une **seconde provision pour remises à accorder** a été constituée pour 2.800 € HT contre 3.300 € HT l'exercice précédent afin de couvrir les **remises accordées aux filleuls** pour des réservations de séjour ayant lieu sur un exercice futur.

Deux **programmes de fidélisation** sont en place depuis l'exercice 2003, l'un visant les groupes, le second les individuels. Ils octroient respectivement des remises pour les premiers et des points fidélité à transformer en remises pour les seconds.

Une **provision pour remises à accorder** de 143.186 € HT (pour 156.284 € HT en 2021), constituée pour couvrir les **remises et points fidélité**, a été comptabilisée dans les comptes clos au 30/11/2022. Cette provision correspond au montant des remises accordées en 2022. Les points attribués ayant une échéance, la provision tient compte du taux d'utilisation et des niveaux de remises atteints et demandés. Le taux d'utilisation du programme individuels est de 6% contre 6% l'exercice dernier.

### 30. BONS D'ACHAT ET BONS D'ECHANGES

AZUREVA vend à certains de ses clients des **bons d'achat** émis directement par l'association. Ces bons d'achat comportent une valeur faciale permettant leur utilisation comme moyen de paiement ainsi qu'une date de validité au-delà de laquelle ils deviennent périmés. Les bons d'achat sont comptabilisés à leur valeur faciale dès leur émission et à la clôture on peut constater dans les comptes la valeur totale des bons non encore utilisés. A la clôture de l'exercice, la **valeur de ces bons d'achat** non encore utilisés est évaluée à 11.130 € (52.778 € pour l'exercice précédent).

AZUREVA émet par ailleurs des **bons d'échange**. Ces bons correspondent à des séjours offerts qui peuvent être mis en jeu et gagnés dans le cadre de jeux, de salons ou d'opérations promotionnelles. Ils comportent une date de validité au-delà de laquelle ils deviennent périmés mais ne comportent pas de valeur faciale. Seul un prix indicatif correspond à la valeur maximale du gain est indiqué sur le voucher.

Ces bons d'échange sont comptabilisés en charge à la valeur moyenne des séjours telle qu'elle est constatée dans les ventes d'AZUREVA en tenant compte de la saisonnalité des choix effectués et des niveaux de prix constatés pendant ces périodes. Lors de leur utilisation, si la valeur initialement comptabilisée est différente de celle constatée pour le séjour choisi, une régularisation est effectuée pour rectifier l'écart. La **valeur comptable de ces bons d'échange** non encore utilisés est évaluée à 117.430 € à la clôture de l'exercice (54.511 € pour l'exercice précédent).

### 31. LA SITUATION AU REGARD DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

A la clôture de l'exercice, la **situation fiscale** d'AZUREVA est **déficitaire de 108.492.639 €**. Ce déficit s'explique par le **déficit fiscal de l'exercice de 2.313.040 €** et le déficit antérieur reportable de 106.179.599 €.

L'association n'a supporté aucune charge d'impôt au cours de l'exercice.

La **situation fiscale de l'exercice** s'explique de la façon suivante :

Résultat de l'exercice	-321 327	
Correction des dotations aux amortissements	-1 199 805	Ajustement des dot. fiscales déductibles (7.935.520 €)
Correction des VNC des actifs cédés	-29 934	Ajustement valeur fiscale de la VNC des actifs cédés
Résultat corrigé	-1 551 066	
Divers ajustements	0	
Amortissements excédentaires	25 100	
Taxes sur les véhicules	122 030	Taxes non déductibles
Pénalités	88	Pénalités non déductibles
Prov. Risques et charges à caractère social	-12 291	Indemnités de Fin de carrière et Médailles du travail
Prov. Dépréciation	-920 847	Dépréciation des immobilisations (variation nette)
Frais d'émission d'emprunts	23 946	Etalement & dotation des charges à répartir
Résultat fiscal de l'exercice	-2 313 040	

## VIII. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

AZUREVA poursuit en 2023 la mise en œuvre des **dépenses d'investissements** afférentes à la rénovation des établissements de Ronce-les-bains et des Karellis, financée par les prêts contractés auprès de la banque Postale et de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes ainsi que les dépenses de rénovation de Saint=Cyprien et de Hendaye financés par le second tirage du prêt de la Caisse des Dépôts.

-----  
AZUREVA a réitéré la promesse de vente de l'établissement de Sainte-Montaine le 4 janvier 2023 et a ainsi acté la cession de l'intégralité de cet ensemble immobilier pour un montant total de 1,5 millions d'euros.

## IX. NOTES DETAILLANT LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

### 32. DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

Depuis le 1er janvier 2015, le **dispositif CPF « compte personnel de la formation »** a été instauré pour les droits à la formation des salariés. Chaque salarié dispose d'un compte "personnel", dont lui seul gère et connaît le solde des heures disponibles.

### 33. GARANTIE FINANCIERE

AZUREVA, déjà bénéficiaire d'une garantie financière accordée par l'UNAT pour l'année 2022, a obtenu de l'UNAT le renouvellement de sa **garantie financière** en application des articles L 211-18 et R 211-26 et suivants du Code du Tourisme, modifiés par le décret 2015-1111 du 2 septembre 2015 pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023.

### 34. CREDITS-BAUX MOBILIERS ET IMMOBILIERS

Etablissement	Objet	Année	Durée (an)	Prix de revient	Loyers payés Ex.	Loyers restants dûs		Valeur résid.	Total des engag.
						à - 1 an	à + 1 an		
Vendée Océan	Câblage réseau	2 017	5	9 339	1 258				0
Anglet	Câblage réseau	2 017	5	7 090	1 887				0
Arêches	Câblage réseau	2 018	5	3 215	556	46		25	71
Arêches	Wifi	2 017	5	20 339	4 696				0
Trégunc	Câblage réseau	2 018	5	7 333	1 693	141		70	211
Murol	Câblage réseau	2 017	5	4 525	755				0
Métabief	Câblage réseau	2 018	5	4 914	1 385	115		60	175
Lacanau	Câblage réseau	2 017	5	4 410	424				0
La Londe	Câblage réseau	2 017	5	4 780	368				0
La Clusaz	Câblage réseau	2 018	5	5 519	1 524	127		70	197
La Clusaz	Câblage réseau	2 018	5	2 369	456	190		20	210
Les Karellis	Câblage réseau	2 017	5	7 732	149				0
Le Grau du Roi	Câblage réseau	2 017	5	4 086	549				0
Fournols	Câblage réseau	2 018	4	3 295	505				0
Bussang	Câblage réseau	2 017	5	6 006	116				0
Argelès	Câblage réseau	2 017	5	8 533	1 806				0
Pornichet	Câblage réseau	2 018	5	6 855	1 833	1 680		110	1 790
Hauteville	Câblage réseau	2 018	5	5 673	1 310	1 201		70	1 271
Sainte-Montaine	Câblage réseau	2 018	5	9 060	2 342	2 147		110	2 257
Fréjus	Câblage réseau	2 019	5	9 251	2 386	2 386	596	110	3 092
Siège	Baie stockage	2 019	5	54 599	13 922	13 922		546	14 468
Siège	Serveurs	2 021	4	68 619	17 834	17 834	28 238	1	46 073
Crédit-bail mobilier				257 542	57 752	39 789	28 834	1 192	69 815

Aucun contrat de crédit-bail mobilier n'est arrivé à terme pendant l'exercice.

### 35. INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE

Les **engagements en matière de retraite** ont été évalués en tenant compte de l'indemnité légale et des indemnités conventionnelles (Convention du Tourisme Social et Familial) définies en mois de salaire en fonction de la date de naissance, de l'ancienneté et du salaire annuel de chaque salarié.

Les hypothèses retenues pour cette évaluation ont été les suivantes :



- Méthodes retenues :

CDI	méthode des unités de crédits projetés (PBO)
CDD	méthode rétrospective avec salaire en fin de carrière (RSFC)

- Taux annuel de revalorisation des salaires : 1,50 % (inflation comprise)

- Taux annuel d'actualisation : 3,15%

- Taux de charges sociales :

Employés	27,80%
Agents de maîtrise	38,90%
Cadres	44,40%

- Taux de contribution employeur : 50%

- Probabilité des demandes : 100%

- Ages de départ en retraite : entre 60 et 67 ans selon la date de naissance

- Modalités de départ en retraite : départ volontaire

- Taux de mobilité (âge / pourcentage annuel de départ : démission, licenciement) :

Tranches d'âge	pour les CDI	pour les CDD
De 16 ans à 34 ans	54,50%	47,21%
De 35 ans à 44 ans	22,20%	34,76%
De 45 ans à 54 ans	23,50%	21,64%
De 55 ans et plus	16,90%	20,67%

Les engagements en matière de retraite sont estimés à 420.772 euros charges comprises. Une fraction de cet engagement, correspondant aux salariés âgés de plus de 55 ans, est comptabilisée dans les comptes annuels.

		Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
<b>Indemnités des CDI</b>		<b>335 122</b>	<b>263 487</b>
Employés	17 596		13 076
Agents de maîtrise	125 064		93 415
Cadres	192 462		156 996
<b>Indemnités des CDD</b>		<b>106 335</b>	<b>157 286</b>
Employés	103 068		138 308
Agents de maîtrise	3 266		18 977
Cadres	0		0
<b>Engagement actualisé : indemnités de départ en retraite</b>		<b>441 457</b>	<b>420 772</b>

### 36. DETAIL DES DETTES BANCAIRES ET DES HYPOTHEQUES DONNEES

Sites	Année	Etab. banc.	Capital emprunté	Durée (an)	Taux %	Sûretés réelles -- hypothèques	Capital restant dû au 30 nov. 2022	Capital restant dû au 30 nov. 2021
Fréjus	2 009	BFCC	2 500 000	16	3,66%	2 500 000	614 706	816 905
Kerjouanno	2 011	BFCC	2 000 000	16	3,60%	2 000 000	382 330	580 495
Anglet	2 011	SG	2 000 000	16	3,10%	2 000 000	375 034	570 801
Kerjouanno	2 012	BFCC	2 000 000	16	3,95%	2 000 000	540 428	735 283
Métabief	2 012	SG	2 000 000	12,5	3,85%	2 000 000	433 423	637 955
Oléron (camping)	2 016	CERA	750 000	16	2,30%	50 000	540 258	587 766
Oléron (camping)	2 017	CERA	300 000	16	2,30%	300 000	227 241	245 992
La Clusaz, Les Aravis	2 017	LBP	3 000 000	13	1,40%	3 000 000	2 050 843	2 314 551
La Clusaz, Les Confins	2 017	CERA	3 000 000	13	1,45%	3 000 000	2 327 486	2 591 162
La Clusaz, Les Confins	2 018	CERA	2 500 000	13	1,46%	2 500 000	2 044 049	2 243 188
Lacanau	2 018	SG	2 500 000	13	1,70%	2 500 000	2 018 588	2 218 415
Fouras	2 019	LBP	330 459	12	0,85%	3 000 000	2 641 514	2 881 012
Cap d'Agde	2 022	CERA	2 500 000	16,5	2,47%	2 500 000	567 266	0
Cap d'Agde	2 022	LBP	2 500 000	16,5	2,47%	2 500 000	912 854	0
<b>Dettes bancaires et sûretés associées</b>			<b>27 880 459</b>			<b>29 850 000</b>	<b>15 676 018</b>	<b>16 423 524</b>

Etab. bancaires		au 30 nov. 2022	au 30 nov. 2021
LBP	Banque Postale	5 605 211	5 195 563
BFCC	Crédit Coopératif	1 537 464	2 132 683
CERA	Caisse d'Epargne	5 706 300	5 668 107
SG	Société Générale	2 827 045	3 427 170
<b>Capital restant dû ... {A}</b>		<b>15 676 018</b>	<b>16 423 524</b>

Sites	Année	Etab. banc.	Capital emprunté	Durée (an)	Taux %	Sûretés réelles -- hypothèques	Capital restant dû au 30 nov. 2022	Capital restant dû au 30 nov. 2021
PGE 1	2 020	LBP	1 750 000	6	0,52%	0	1 641 688	1 750 000
PGE 1	2 020	BFCC	1 750 000	6	0,73%	0	1 650 326	1 758 750
PGE 1	2 020	CERA	1 750 000	6	0,73%	0	1 614 140	1 758 750
PGE 1	2 020	SG	1 750 000	6	0,30%	0	1 641 239	1 750 000
PGE 2	2 021	LBP	0	1	ND	0	0	1 450 000
PGE 2	2 021	BFCC	0	1	ND	0	0	1 450 000
PGE 2	2 021	CERA	0	1	ND	0	0	1 450 000
PGE 2	2 021	SG	0	1	ND	0	0	1 450 000
PGE 3 (saison)	2 021	LBP	0	1	ND	0	0	1 500 000
PGE 3 (saison)	2 021	BFCC	0	1	ND	0	0	1 500 000
PGE 3 (saison)	2 021	CERA	0	1	ND	0	0	1 500 000
PGE 3 (saison)	2 021	SG	0	1	ND	0	0	1 500 000
<b>Prêts garantis par l'Etat</b>			<b>7 000 000</b>			<b>0</b>	<b>6 547 393</b>	<b>18 817 500</b>
Plan de relance	2 022	CDC	8 000 000	15		0	7 500 000	0
<b>Dettes subordonnées</b>			<b>8 000 000</b>			<b>0</b>	<b>7 500 000</b>	<b>0</b>

Etab. bancaires		au 30 nov. 2022	au 30 nov. 2021
LBP	Banque Postale	1 641 688	4 700 000
BFCC	Crédit Coopératif	1 650 326	4 708 750
CERA	Caisse d'Epargne	1 614 140	4 708 750
SG	Société Générale	1 641 239	4 700 000
<b>PGE - Capital restant dû ... {B}</b>		<b>6 547 393</b>	<b>18 817 500</b>
CDC	Caisse des Dépôts	7 500 000	0
<b>Dettes subordonnées - Capital restant dû ... {C}</b>		<b>7 500 000</b>	<b>0</b>
<b>Capital restant dû ... {A + B + C}</b>		<b>29 723 411</b>	<b>35 241 024</b>

### 37. ENGAGEMENTS HORS BILAN - SIEGE ET VILLAGES

	Au 30 nov. 2021	Au 30 nov. 2022
Sûretés réelles (hypothèques)	27 850 000	29 850 000
Intérêts sur emprunts restant à courir	1 551 864	4 045 367
Loyers immobiliers des filiales sur la durée restante des baux	14 892 140	13 427 597
Loyers immobiliers sur la durée restante des baux	0	26 247
Redevances de crédit-bail mobilier restant à courir	126 943	69 815
<b>Engagements donnés</b>	<b>44 420 947</b>	<b>47 419 026</b>

Les **engagements en matière de loyers immobiliers** concernent très largement la période ferme des baux commerciaux signés par AZUREVA avec ses deux filiales SAS RCM FONCIER et SAS FONCIERE COTE LAC couvrant respectivement les occupations de la résidence de Roquebrune Cap-Martin et de l'Hôtel du Parc à Hossegor.

--- \*\*\* --- \*\*\* --- \*\*\* --- \*\*\* ---